

ASSOCIATION DES BANQUIERS PRIVÉS SUISSES

VEREINIGUNG SCHWEIZERISCHER PRIVATBANKIERS

SWISS PRIVATE BANKERS ASSOCIATION

Département fédéral des finances DFF
M. Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne
regulierung@gs-efd.admin.ch

FINMA
Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Berne
tim.genovese-frech@finma.ch

Genève, le 28 septembre 2012

Procédure de consultation sur l'Ordonnance sur les liquidités et la Circulaire « Liquidité - banques »

Messieurs,

Nous vous remercions d'avoir consulté l'Association des banquiers privés suisses (ABPS) au sujet des projets d'Ordonnance sur les liquidités (OLiQ) et la Circulaire « Liquidité - banques » (Circulaire FINMA) et souhaitons prendre position comme suit à ce sujet :

En substance, l'ABPS salue le principe de la révision proposée par le Département fédéral des finances car les dispositions en vigueur ne correspondent plus à la pratique des banques en matière de gestion du risque de liquidité et il est nécessaire d'harmoniser la législation suisse avec les normes établies par le Comité de Bâle.

Les principes qualitatifs en matière de liquidité envisagés pour la Suisse introduisent *de facto* une application élargie à toutes les banques, alors que les normes internationales desquelles ces concepts s'inspirent ont été conçues principalement pour des banques très importantes sur le plan national et généralement également actives au niveau international (risques systémiques). Il n'y a donc pas de raisons d'appliquer ces principes qualitatifs à une gamme élargie d'établissements bancaires en Suisse (« *swiss finish* »), si leur modèle d'affaires ne représente qu'un risque de liquidité limité sur le plan national et international. Les banquiers privés suisses appartiennent clairement à cette dernière catégorie. En conséquence, les exigences internationales qualitatives ne devraient en principe pas leur être appliquées.

L'ABPS accepte le principe d'un reporting du ratio de liquidité à court terme (LCR) permettant notamment de démontrer le faible risque liquidité de ses membres. Toutefois, tenant compte du principe de proportionnalité, l'ABPS demande que pour les banquiers privés suisses la fréquence du reporting du LCR soit trimestrielle, à l'instar des reportings à vocation similaires existants.

Compte tenu du fait que le LCR est déjà conceptuellement basé sur des hypothèses prenant en compte une situation de « stress de liquidité des marchés » et non un contexte usuel, l'ABPS propose d'inclure dans l'OLiQ une mesure subsidiaire liant le niveau du LCR à l'applicabilité des exigences qualitatives.

De manière plus détaillée, nous formulons les commentaires suivants :

Remarques d'ordre général

L'ABPS salue le principe de la révision proposée par le Département fédéral des finances (DFP), car les dispositions quantitatives actuelles ne correspondent plus à la pratique des banques en matière de gestion du risque de liquidité et il est nécessaire d'harmoniser la législation suisse avec les normes établies par le Comité de Bâle pour le contrôle bancaire. Plusieurs points nécessitent toutefois des améliorations afin de prendre en compte les particularités des différents protagonistes de la place financière suisse, tout en respectant les objectifs visés par ces nouvelles normes internationales.

Commentaires particuliers relatifs aux projets d'ordonnance et de circulaire

a) Exigences qualitatives

Limitation aux standards internationaux des exigences qualitatives

Les principes qualitatifs en matière de liquidité envisagés pour la Suisse introduisent globalement une application élargie à tous les types de banques, alors que les normes internationales desquelles ces concepts s'inspirent sont conçues principalement pour les grandes banques sur le plan national et généralement également actives au niveau international (risque systémique). Il n'y a donc pas de raisons d'appliquer ces principes en Suisse, sans distinction, à l'ensemble des établissements bancaires (« *swiss finish* »). Aussi, pour respecter ces normes, les autorités suisses devraient mieux circonscrire les catégories de banques auxquelles les exigences qualitatives s'appliqueront d'emblée. Dès lors, les autres banques ne devraient pas être assujetties par des exigences qualitatives inopportunes et disproportionnées. En tenant compte du principe général de la sécurité du droit, une définition claire est indispensable.

En ce qui concerne les banquiers privés suisses, ceux-ci ne sauraient être considérés comme des banques portant des risques de liquidité susceptibles de déstabiliser le marché national et encore moins comportant des risques systémiques. L'on peut relever que les banquiers privés ne font pas appel au public pour obtenir des fonds en dépôt et que leurs affaires en matière de clientèle commerciale ou sur le marché des capitaux sont très limitées. Cela équivaut à une faible exposition en matière de risque ALM (risque de taux), les banquiers privés ayant des bilans ne présentant que de faibles asymétries en termes de monnaies ou d'échéances entre leurs actifs et leurs passifs. Les banquiers privés pratiquent essentiellement des activités de gestion de fortunes privées et institutionnelles ou d'administration et de conservation de titres (*custody*). Dès lors les risques sont essentiellement hors bilan et supportés par la clientèle. Le bilan d'un banquier privé n'a pas pour vocation première de servir à la prise de risque à des fins d'affaires commerciales telles que le négoce, les prêts commerciaux ou hypothécaires. Il est plutôt destiné à soutenir les activités en lien avec la clientèle. Les bilans n'ont de se fait en principe ni la taille ni la complexité de ceux des banques de dépôts (*retail banking*), car les excédents de liquidités des clients sont prioritairement placés de façon conservatrice (créances étatiques de première qualité, banque nationale, papiers monétaires etc.). Nous relevons que la situation d'abondance de liquidité actuelle, liée essentiellement à la crise actuelle au sein de la zone EURO, est temporaire. Les banquiers privés suisses sont donc peu exposés à un éventuel « *bank run* ». Ces observations peuvent actuellement être évaluées par la FINMA, grâce aux différents reportings réglementaires dont elle dispose.

En conséquence, il appert que les banquiers privés suisses appartiennent à la catégorie des établissements bancaires auxquels les exigences internationales qualitatives ne devraient pas s'appliquer *de facto* (*exceptions : voir let. c) ci-dessous*).

Principe de proportionnalité

Tenant compte de la délimitation en deux catégories de banques mentionnée précédemment, le principe de proportionnalité établi à l'art. 5 al.1 de l'OLiQ ne devrait s'appliquer qu'aux établissements bancaires concernés par des exigences qualitatives en matière de liquidités. Les mentions de « petites » et « moyennes » banques contenues dans l'OLiQ et la Circulaire FINMA deviennent donc insuffisantes, voire superflues. Au surplus, nous pouvons faire nôtres les propositions qui vous seront adressées par l'Association des banquiers suisses (ASB) et qui requièrent une classification claire des établissements bancaires concernés, basée sur des critères en lien direct avec les risques de liquidité de la banque, la nature, la portée (systémique ou non), la complexité et le degré de risque de ses activités.

b) Exigences quantitatives

Fréquence des reportings du LCR

L'ABPS ne conteste pas le principe général d'une surveillance des risques de liquidité des banques. Si l'on tient compte des caractéristiques spécifiques des banquiers privés exposées ci-dessus, ces derniers ne peuvent pas être inclus dans la catégorie des établissements bancaires représentant des risques pour les autres acteurs du marché suisse, voire international. Les risques de liquidité sont aussi limités pour la clientèle. Les banquiers privés n'offrent pas de comptes d'épargne (pas d'appel au public). L'essentiel des avoirs déposés auprès des banquiers privés par les clients dans un contexte de marché usuel sont investis et ne se trouvent pas dans le bilan de la banque. Il n'en demeure pas moins que les risques de liquidités - mêmes limités - découlant des montants qui restent en dépôt ou ceux découlant des autres activités de la banque (prêt lombards par exemple) doivent faire l'objet d'une surveillance.

De ce fait, l'ABPS accepte le précepte d'un reporting du ratio de liquidité à court terme (LCR). Toutefois, tenant compte du principe de proportionnalité et des risques de liquidité limités, l'ABPS demande que pour les banquiers privés la fréquence du reporting du LCR soit trimestrielle, afin d'être alignée sur celle des autres reportings de nature similaire. Cette mesure nous apparaît plus adéquate et proportionnée du point de vue des coûts que les banquiers privés doivent supporter, notamment si l'on tient compte des exigences de consolidation.

c) Mesures subsidiaires de mise en œuvre des exigences qualitatives

Les propositions de l'ABPS ne visent en aucun cas à permettre aux banquiers privés d'échapper à une application proportionnée et adéquate des exigences qualitatives établies par l'OLiQ, en particulier si leur risque de liquidité devait augmenter de façon substantielle. Pour cela l'ABPS propose d'inclure dans l'OLiQ les mesures subsidiaires de sécurité suivantes :

- Si le reporting trimestriel du LCR d'un établissement démontre que celui-ci n'a pas de risques de liquidité, les exigences qualitatives ne peuvent être exigées.
- Si le reporting trimestriel du LCR se dégrade au-delà d'un certain seuil ou met en évidence un résultat LCR trop volatil, une augmentation de la fréquence du reporting LCR ainsi que des exigences qualitatives pourront être imposées, en tenant compte du principe de proportionnalité.

Dans ce contexte, nous soulignons que le LCR, tel que défini par le Comité de Bâle, correspond déjà à une situation de « stress ». Dès lors, sa prise en considération couplée à l'analyse d'autres indicateurs tels que le risque de taux d'intérêt seront de très bons garants d'un niveau de risque de liquidité adéquat. C'est pourquoi il nous apparaît pertinent que les exigences qualitatives soient liées au ratio LCR.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

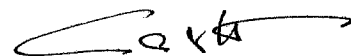
ASSOCIATION DES BANQUIERS
PRIVES SUISSES

Le Secrétaire général :



Michel Dérobert

Le Secrétaire général adjoint :



Nello Castelli

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

28. September 2012

Anhörung zur Liquiditätsverordnung und zum Rundschreiben „Liquidität Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 28. August 2012 wurde die Anhörung zum Erlass der neuen Liquiditätsverordnung und des Rundschreibens „Liquidität Banken“ eröffnet. Seit dem Ausbruch der Finanzmarktkrise ist offensichtlich geworden, wie wichtig eine vorausschauende und sachlich überzeugende Regulierung der Finanzindustrie ist. Aufgrund der hohen gesamtwirtschaftlichen Bedeutung der Vorlage erlauben wir uns als Dachverband der Wirtschaft, im Folgenden kurz Stellung zum Entwurf zu nehmen. Für spezifische Anliegen der Banken verweisen wir auf die Stellungnahme der Bankiervereinigung, mit der die Position abgesprochen ist.

Grundsätzliches

Die Schweizer Tradition, Regulierungsvorhaben bereits in einem früheren Entwurfsstadium mit den beteiligten Akteuren zu diskutieren, ist qualitätsfördernd und verhindert unnötige Reibungsverluste. economiesuisse hat es daher stark begrüsst, dass die Entwürfe in einer Nationalen Arbeitsgruppe ausgearbeitet worden sind. Entsprechend besteht Einigkeit über die eingeschlagene Stossrichtung.

Pragmatismus und Flexibilität

Es ist zweckmässig, dass sich die Schweizer Liquiditätsverordnung den internationalen Standards anpasst. Nur so kann vermieden werden, dass international tätige Banken gleichzeitig zwei unterschiedliche Regimes befolgen müssen. Auch können die Schweizer Banken der internationalen Finanzwelt auf diese Weise einfacher kommunizieren, dass sie die Minimalanforderungen an die Liquidität jederzeit einhalten.

Ähnlich wie in der Too-big-to-Fail-Regulierung besteht aber noch Unsicherheit in Bezug auf die konkrete Umsetzung der internationalen Vorlagen in den verschiedenen Ländern. Damit die Schweiz diesbezüglich keinen Sonderzug fährt, ist die Liquiditätsregulierung nötigenfalls dann wieder anzupassen, wenn die neuen Vorschriften im Ausland nicht wie erwartet umgesetzt werden. Auch in Bezug auf die Differenzierung nach Grösse braucht es einen gewissen Pragmatismus, damit den sehr unterschiedlichen Voraussetzungen der verschiedenen Banken in der Schweiz Rechnung getragen wird.

Schliesslich begibt man sich mit jeder neuen Regulierung in teilweise unbekanntes Gewässer und kann ex ante die Auswirkungen nur grob abschätzen. Entsprechend können die Reaktionen der Marktteilnehmer ex post grösser oder kleiner als erwartet sein. So wurde beispielsweise der Einfluss der neuen schweizerischen Liquiditätsvorschriften im Jahre 1988 auf die Geldpolitik unterschätzt. Offensichtlich herrscht gegenwärtig ein monetärer Ausnahmezustand, in dem die Zinsen auf einem historischen Tiefst- und die Geldmenge auf einem Höchststand sind. Entsprechend schwierig ist es, die Reaktionen der Marktteilnehmer zu prognostizieren, wenn sich das monetäre Umfeld wieder ändern sollte.

Kurzum: Die Handhabung der Liquiditätsvorschriften muss pragmatisch und flexibel sein. Anpassungen müssen künftig sowohl in inhaltlicher als auch zeitlicher Hinsicht möglich sein und Veränderungen des internationalen oder monetären Umfelds berücksichtigen.

Liquiditätsvorschriften dürfen keinen Einfluss auf die Eigenmittelanforderungen haben

Im Rahmen der Debatte um die Too-big-to-fail-Regulierung wurde intensiv über die erforderliche Höhe der Eigenmittelunterlegung gerungen. Die neuen Liquiditätsvorschriften dürfen nun nicht dazu führen, dass die Eigenkapitalanforderungen von Grossbanken noch weiter verschärft werden. Auch für nicht-systemrelevante Banken besteht die Gefahr, dass die neuen Liquiditätsvorschriften die erforderliche Eigenkapitalunterlegung erhöhen. Dies gilt es unbedingt zu vermeiden. Wie viel Eigenmittel eine Bank halten muss, darf einzig in der Eigenmittelverordnung geregelt sein.

Freundliche Grüsse
economiesuisse

Dr. Pascal Gentinetta
Vorsitzender der Geschäftsleitung

Prof. Dr. Rudolf Minsch
Chefökonom, Mitglied der Geschäftsleitung

Kopie an:
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Attn: Mr. Genovese-Frech

Geneva, 12 September 2012

Ref: FINMA Consultation on the Draft LCR Circular - Treatment of deposits from Trusts and Personal Investment Companies

Dear Mr. Genovese-Frech,

Following the publication of the draft Circular on the implementation of the Liquidity Coverage Ratio (LCR) in Switzerland and the opening of a consultation period, HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA ("PBSU") would like to take this opportunity to comment on the proposal.

PBSU is supportive of efforts to strengthen the framework for liquidity management in banks and welcomes the Basel proposals. The proposals with regard to the LCR ratio are designed to ensure that banks have sufficient high-quality liquid assets to survive significant cash outflows lasting 30 calendar days. We would however like to raise our concern that a key area remains underdeveloped and fundamental to the liquidity proposals, namely the assumed behaviour of deposits held in Trusts and Personal Investment Companies ("PICs"). This matter is particularly important for Swiss Private Banks that do not raise the bulk of their deposits from a wide retail base but focus instead on High Net Worth clients.

Trusts and PICs are non-operational non-financial fiduciary structures, typically used by High Net Worth clients for asset consolidation purposes, which most often have only one person or a family behind them. Under the proposed LCR assumptions, the run-off rate for deposits held in Trusts and PICs is significantly higher than the run-off rate for deposits placed by natural persons ("retail"). From a business perspective, it is therefore assumed that deposits held in such structures are considered less stable and hence less valuable.

We also note in paragraph 18 of the Circular that banks must take into consideration the liquidity costs, benefits and risks in relation to their business activities and promote an effective transfer price for liquidity designed to align the risk-taking incentives of individual business lines, with the liquidity risk exposures their activities create.

Treating deposits held in Trust and PICs differently from retail deposits would result in a failure to recognize the stability of this funding source and would result in their systematic under-pricing. The resulting transfer pricing mechanism would fail to align the commercial incentives to the true liquidity risk and this would in turn result in the maintenance of a higher liquid asset buffer than economically justified and overcharging private banks for risks taken.

Page 1 of 2

T +41 (0)58 705 55 55
F +41 (0)58 705 51 51
HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA
Quai Général-Guisan 2, PO Box 3580
CH-1211 Geneva 3

www.hsbcprivatebank.com

HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA.
Registered in Switzerland no. CH-690-1740996-6
Registered Office: Quai Général-Guisan 2, CH-1211 Geneva, Switzerland.
Authorised and regulated by the Swiss Financial Market Authority-FINMA.

PBSU is among the sample of banks taking part in the LCR test-reporting and we have already raised our concern on the liquidity treatment of deposits held in Trusts and PICs in that forum. We highly appreciate that after the workshop organized by FINMA on May 11, 2012 and following the concern raised by a number of bank participants on this matter, the LCR reporting template has been amended to distinctly show the amount of deposits held in Trusts and PICs in a separate row, in addition to being reported under "Other Legal Financial Entities" (which results a 100% run-off rate compared to a 5% to 10% run-off rate for retail deposits).

We have gathered and will gladly provide evidence that deposits held in Trusts and PICs exhibit a similar behavior as deposits held by natural persons, and therefore should be treated in a consistent fashion for LCR purposes. Furthermore, the evidence available from the industry shows that banking relationships with Trusts and PICs are even stickier than relationships with natural persons. A Boston Consulting Group study which was conducted in 2005 showed at the time that client assets were three times stickier when they are held in a fiduciary structure.


For the above reasons and evidence, we are not comfortable with the proposed run off assumptions on deposits held in Trust and PICs and propose the following:

- Greater flexibility in the definition of "retail" thus calibrating the LCR requirement to the business model of a number of Swiss Private Banks
- Consider objective evidence available that in a liquidity crisis, deposits held in Trusts and PICs have a probability of withdrawal consistent with the one of retail deposits

We very much welcome the current consultation and stand ready, together with other interested banks, to assist establishing collective evidence that will support the treatment of deposits held in Trusts and PICs as a stable source of funding in the LCR context, with a stress factor consistent with the one of retail customers rather than Other Legal Financial Entities.

We would be pleased to discuss our concerns and recommendations in further detail if this would be helpful.

Yours sincerely,


 Christophe Guillemot
 Chief Financial Officer


 Henri Ourfali
 Head of Treasury

Page 2 of 2

T +41 (0)58 705 55 55 HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA
 F +41 (0)58 705 51 51 Quai Général-Guisan 2, PO Box 3580
 CH-1211 Geneva 3

www.hsbprivatebank.com

HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA.
 Registered in Switzerland no. CH-660-1740896-6
 Registered Office: Quai Général-Guisan 2, CH-1211 Geneva, Switzerland
 Authorised and regulated by the Swiss Financial Market Authority-FINMA.



FINMA		
ORG	24. SEP. 2012	SB
B4		
Bemerkung:		

ru

Nansenstrasse 16
Postfach 6446
8050 Zürich
Telefon +41 44 315 44 55
Fax +41 44 315 44 66
www.pfandbriefbank.ch

Eidg. Finanzdepartement EFD
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
per E-Mail an
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

8050 Zürich, 21. September 2012 MM
Kontaktperson Markus Müller
Telefon-Nr. 044 315 44 67
E-Mail markus.mueller@pfandbriefbank.ch

Anträge zur Liquidität: Liquiditätsverordnung (EFD) und Rundschreiben Liquidität Banken (FINMA)

Sehr geehrte Herren

Gemäss FINMA Anhörungsbericht "Änderung von FINMA-Rundschreiben zur Basel III/TBTF-Umsetzung" vom 18. Juli 2012 sind unsere zwei Anträge gemäss beiliegendem Brief "Vernehmlassung zu FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung" vom 20. Januar 2012 zu Schweizer Pfandbriefen noch offen, nämlich

- Punkt 1: Positionsklasse, Risikogewichtung, Level 1 und Level 2 Assets
- Punkt 3: Eigenmittelbefreiung

Da wir nicht wissen, wie weit unsere beiden Anträge in den laufenden Anhörungen zur "Liquiditätsverordnung" (EFD) und zum Rundschreiben "Liquidität Banken" (FINMA) bereits berücksichtigt wurden und uns diese beiden Anliegen sehr wichtig sind, erlauben wir uns, Sie auf diesen Sachverhalt aufmerksam zu machen.

Wir bitten um wohlwollende Prüfung unserer Anträge. Für Rückfragen stehen wir Ihnen jederzeit zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE AG


Dr. J. Schmid


P. Eichenberger

NANSENSTRASSE 16
POSTFACH · 8050 ZÜRICH
TELEFON 044-316 44 66
FAX 044-316 44 66
www.pfandbriefbank.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

8050 Zürich, 20. Januar 2012 MM
Kontaktperson Markus Müller
Telefon-Nr. 044 316 44 67
E-Mail markus.mueller@pfandbriefbank.ch

Vernehmlassung zu FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung

Sehr geehrte Frau Schöb

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffnete Anhörung des Eidgenössischen Finanzdepartementes (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Leider hat uns die Schweizerische Bankiervereinigung irrtümlich nicht darüber informiert. Per Zufall haben wir Ende Dezember 2011 von der Vernehmlassung erfahren. Gerne haben wir von Ihrer Fristerstreckung bis 20. Januar 2012 Kenntnis genommen. Diese Eingabe erfolgt somit innert Frist.

Wir unterbreiten Ihnen folgende Änderungsanträge:

1. Positionsklasse, Risikogewichtung, Level 1 und Level 2 Assets

Wir beantragen, dass

- für Schweizer Pfandbriefinstitute eine eigene Positionsklasse "Covered Bonds backed by Mortgages and based on a Pfandbrief law" geschaffen wird (Rundschreiben 2008/19 Kreditrisiken Banken, G. Positionsklassen, Randziffer 292).
- für die neue Positionsklasse Schweizer Pfandbriefe in Abhängigkeit vom Rating folgende Risikogewichtung und Zuteilung auf die Level 1 und 2 Assets angewandt wird (Basel III: International framework for liquidity risk measurement, standards and monitoring, Liquidity Coverage Ratio, Artikel 39 bis 42):

Rating (extern)	Risikogewichtung (für Standardansatz Schweiz und BIZ) mit		Zuteilung
	Emissionsrating %	Erlittentenrating %	
AAA	0	10	Level 1 Assets
AA+ bis AA-	10	20	Level 2 Assets
A+ bis A-	20	50	Level 2 Assots
BBB+ bis BBB-	20	50	
BB+ bis BB-	50	100	
B+ bis B-	50	100	
Unter B-	100	150	

2. Anerkannte Ratingagenturen

Wir beantragen, dass auch das von der SIX Swiss Exchange AG verwendete SBI Composite Rating gemäss aktuellem "Reglement SBI-Indexfamilie" anerkannt wird.

3. Eigenmittelbefreiung

Wir beantragen, dass die von einer Bank unter den "Liquiden Aktiven" (Bankenverordnung Artikel 16) gehaltenen Schweizer Pfandbriefe mit Pfandbriefdarlehen der gleichen Serie (Passiven) unter Basel III verrechnet werden können und damit von der Eigenmittelunterlegung befreit sind.

Wir begründen unsere Anträge wie folgt:

1. Positionsklasse, Risikogewichtung, Level 1 und Level 2 Assets

Positionsklasse: Gemäss Rundschreiben 2008/19 Kreditrisiken Banken (Randziffer 292) werden Schweizer Pfandbriefinstitute als Positionen gegenüber Unternehmen erfasst. Dies berücksichtigt nicht, dass Schweizer Pfandbriefinstitute verglichen mit anderen Unternehmen a) auf einem Spezialgesetz basieren mit einem sehr engen Geschäftskreis (nur Ausgabe von Pfandbriefen, Darlehensvergabe an Mitgliedbanken, Anlage der Eigenen Mittel), b) von der FINMA beaufsichtigt werden und c) Aktiven zusätzlich zu den Mitgliedbanken mit Eigenmitteln unterlegen.

Risikogewichtung: Inländische Pfandbriefe werden bei den Banken in Abhängigkeit des verwendeten Ansatzes zu 20 % (bei Verwendung Standardansatz BIZ) oder zu 25 % (bei Verwendung Standardansatz Schweiz) unterlegt. Das externe Rating wird nicht berücksichtigt.

Die Risikogewichtung berücksichtigt nicht, dass

- deutsche Pfandbriefe mit einem Emissionsrating von AA- oder besser gemäss EU Kapitalrichtlinien nur zu 10 % unterlegt werden müssen. Dies ist eine Schlechterstellung der Schweizer Pfandbriefe.
- es zur Ausübung des Rechtes der Pfandbriefausgabe die Ermächtigung des Bundesrates braucht.
- es bei Schweizer Pfandbriefinstituten kein Währungsrisiko (nur Schweizerfranken) und kein Zinsrisiko (Darlehen und Pfandbriefe haben den gleichen Abschlusszeitpunkt und die gleiche Laufzeit) gibt.
- die beiden Schweizer Pfandbriefinstitute (Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute AG, Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG) seit ihrer Gründung im Jahre 1931 noch nie einen Kreditausfall hatten.
- Schweizer Pfandbriefe vierfach besichert sind, nämlich durch die Eigenmittel des Pfandbriefinstitutes, der Mitgliedbanken und Hypothekarschuldner sowie durch die verpfändeten Liegenschaften.
- im Unterschied zu strukturierten Verbriefungsprodukten die grundpfandgesicherten Hypotheken auf der Bilanz der Mitgliedbanken verbleiben, da die Hypothekarforderungen nur verpfändet und nicht verkauft werden im Unterschied zu den USA und anderen Ländern.
- bei der Pfandbriefbank der Deckungswert der verpfändeten Liegenschaft unabhängig von der Mitgliedbank ermittelt wird.
- gemäss Pfandbriefgesetz die Statuten sowie das Schätzungsreglement vom Bundesrat genehmigt werden müssen und der Bundesrat einen Vertreter im Verwaltungsrat der Pfandbriefinstitute bestimmt.

- bei der Pfandbriefbank von den 262 Mitgliedbanken deren 249 mit einer Darlehenssumme von CHF 48.3 Mia ein Investment Grade Rating haben (total ausstehende Pfandbriefe CHF 48.8 Mia).
- bei der Pfandbriefbank der durchschnittliche Loan to Value (Darlehen zu Belehnungswert Mitgliedbank) unter 50 % liegt.
- die Diversifikation gross ist, haben doch bei der Pfandbriefbank 262 Mitgliedbanken rund 114'000 Pfandobjekte in der ganzen Schweiz verpfändet. Der Anteil der Wohnliegenschaften liegt bei 95.9 %.
- der maximale Darlehensanteil einer Mitgliedbank an den gesamten Darlehen der Pfandbriefbank und am gesamten Hypothekbestand einer Mitgliedbank limitiert ist und laufend überwacht wird.

Level 1 und Level 2 Assets: Wenn, wie unter Basel III für Banken oder unter Solvency III für Versicherungen verlangt, hauptsächlich nur noch flüssige Mittel, Staaten oder staatsnahe Emittenten mit einer Risikogewichtung von 0 % anerkannt werden, greift dies zu kurz, weil

- die Schweizerische Eidgenossenschaft Anleihen und Geldmarktbuchforderungen von lediglich CHF 95 Mia ausstehend hat (SNB GC Basket), was nicht reicht, um die Bedürfnisse von Banken und Versicherungen abzudecken. Dieser Engpass kann sich weiter verengen, wenn Staaten laufend schlechter geratet werden. Diese Lücke kann der Schweizer Pfandbrief auffüllen, wenn er als Level 1 Asset qualifiziert.
- die enge Definition der Level 1 und 2 Assets gemäss aktuellem Vorschlag für die Zusammensetzung des Liquid Asset Buffers zu einer sehr hohen Konzentration mit primär Government Bonds führt. Dies wiederum erhöht das systemische Risiko erheblich, da alle Banken gleichzeitig angehalten werden, sich über den gleichen Typ von Government Bonds abzusichern.
- im neuen Liquiditätsreporting der Grossbanken Schweizer Pfandbriefe bereits als Level 1 Qualitätsassets anerkannt sind.
- die Ausbreitung der Schweizer Pfandbriefe eingeschränkt wird, da der im Pfandbriefgesetz formulierte Zweck, nämlich dem "Grundeigentümer langfristige Grundpfanddarlehen zu möglichst gleichbleibendem und billigem Zinsfusse zu vermitteln" (Pfandbriefgesetz Artikel 1), wegen der fehlenden Level 1 Asset Qualifikation nicht erreicht werden kann. Dies hat zudem eine staatspolitische Komponente, weil bei einem geringeren Pfandbriefvolumen die Banken weniger Hypotheken vergeben können und damit die Eigentumsquote im internationalen Vergleich ungenügend tief bleibt.
- sich die bisherige gesetzliche Lösung, welche auch Schweizer Pfandbriefe als liquide Aktiven gemäss Bankenvorordnung Artikel 16 anerkannt, bewährt hat.

2. Anerkannte Ratingagenturen

Heute werden die Emissionen beider Pfandbriefinstitute von Moody's Investors Service mit einem Emissionsrating bewertet. Mit den neuen Basel III Vorschriften werden externe Ratings einer anerkannten Ratingagentur wichtiger. Mit einer Anerkennung des SBI Composite Ratings würde ein weiteres Rating anerkannt. Konkurrenz belebt den Markt und führt in der Regel zu tieferen Ratingkosten.

3. Eigenmittelbefreiung

Um Vorratsliquidität für Mitgliedbanken zu schaffen, hat die FINMA mit Brief vom 27. November 2008 und 11. Dezember 2008 im Eigenmittelausweis die Verrechnung von Pfandbriefen in den Liquiden Aktiven mit Darlehen der gleichen Serie zugelassen. Diese Verrechnungsmöglichkeit hat sich bewährt und ist sinnvoll, weil die Mitgliedbanken die Hypothekarforderungen bereits mit Eigenmitteln unterlegt haben.

Zwei Schlussbemerkungen:

- In dieser Stellungnahme sind keine der geplanten Ausführungsbestimmungen zu grundpfandgesicherten Hypotheken im Bereich Solvency, "Too-big-to-fall" (TBTF) und Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft berücksichtigt.
- Die Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG unterstützt obige Anträge.

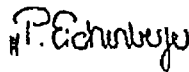
Wir bitten um wohlwollende Prüfung unserer Anträge. Für Rückfragen stehen wir Ihnen jederzeit zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE AG



Dr. J. Schmid



P. Eichenberger

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Herr Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Basel, 1. Oktober 2012
J.4.6 / SLO

Anhörung zur Liquiditätsverordnung und zum Rundschreiben „Liquidität Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wie beziehen uns auf die am 28. August 2012 eröffnete Anhörung zum Erlass der neuen Liquiditätsverordnung und des Rundschreibens „Liquidität Banken“ und bedanken uns für die Möglichkeit, Stellung zu nehmen. Aufgrund der engen inhaltlichen Zusammengehörigkeit von Verordnung und Rundschreiben erlauben wir uns, uns mit vorliegendem Schreiben zu beiden Anhörungen gleichzeitig zu äussern.

Der guten Ordnung halber weisen wir darauf hin, dass unsere Vereinigung sowie Vertreter einzelner Bankengruppen im Rahmen der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) der FINMA zum Thema „Liquidität“ an der Ausarbeitung der zur Anhörung vorgelegten Entwürfe für Verordnung und Rundschreiben beteiligt waren. Wir bedanken uns bei der FINMA für diesen Einbezug der betroffenen Kreise und die jederzeit konstruktive und angenehme Zusammenarbeit im Sinne einer wirksamen und effizienten Regulierung.

Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) begrüsst, dass das Liquiditätsregime in der Schweiz an die international gültigen Standards angepasst werden soll. Bei der Umsetzung dieser neuen Liquiditätsregulierung ist es jedoch unserer Ansicht nach zentral, dass eine angemessene und ausreichende Differenzierung der Regeln für die sehr heterogene Population der Schweizer Banken geschaffen wird. In der jetzigen Ausgestaltung ist das Proportionalitätsprinzip unseres Erachtens zu wenig klar geregelt.

Die Liquiditätsbestimmungen dürfen keinen Einfluss auf die Eigenmittelanforderungen für Banken haben. Diese wurden bereits separat und abschliessend in der Eigenmittelverordnung geregelt.

Zudem erwarten wir, dass die Schweiz auch im weiteren Verlauf die internationalen Entwicklungen berücksichtigt bzw. die Schweizer Regulierung mit der nötigen Flexibilität ausstattet. Namentlich bezüglich quantitativer Liquiditätsregulierung ist eine inhaltliche und zeitliche Anpassung an internationale Entwicklungen unabdingbar.

Wir begrüßen grundsätzlich die Zielsetzung dieser Anhörung und unterstützen die Anpassung der schweizerischen Liquiditätsregulierung an die Standards des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht. Die aktuell in der Schweiz gültigen Liquiditätsbestimmungen von Art. 16 bis 20 BankV entsprechen nicht mehr der heutigen Praxis der Banken im Bereich des Liquiditätsrisikomanagements. Auch vor dem Hintergrund der jüngsten Finanzkrise ist eine Revision der Liquiditätsregulierung zur Verbesserung der Systemstabilität zu begrüßen.

Bezüglich der aktuell vorgelegten Anhörungsentwürfe für die Liquiditätsverordnung (E-LiqV) und das entsprechende FINMA-Rundschreiben (E-RS) besteht jedoch noch Verbesserungsbedarf, welcher insbesondere damit zusammenhängt, dass die Liquiditätsregulierung in der Schweiz für alle Banken flächendeckend angewendet werden soll, während die internationalen Standards, auf denen die Entwürfe basieren, ausschliesslich für grosse, international tätige Banken konzipiert wurden.

Unsere Stellungnahme gliedert sich in vier Teile. Im ersten Teil (A) wird auf grundsätzliche Probleme hingewiesen. Im zweiten Teil (B) wird auf die qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement und im dritten Teil (C) auf die quantitativen Anforderungen bzw. die Berichterstattung eingegangen. Der vierte Teil (D) behandelt die besonderen Bestimmungen für systemrelevante Banken.

A. Grundsätzliches

Zum ersten Mal in der Geschichte der Standards des Basler Ausschusses beinhalten diese neben Empfehlungen zu den Eigenmittelanforderungen auch solche zur Liquiditätsausstattung von Banken; vorgesehen sind gemäss Basel III eine kurzfristige Liquiditätsquote (Liquidity Coverage Ratio – LCR) und eine langfristige, strukturelle Liquiditätsquote (Net Stable Funding Ratio – NSFR). Da dies eine Premiere ist, hat der Basler Ausschuss – unseres Erachtens richtigerweise – entschieden, der Inkraftsetzung der Liquiditätsquoten je eine Beobachtungsperiode voranzustellen, um Auswirkungen und potentiell negative Effekte der neuen Regulierung zu analysieren und gegebenenfalls die Ausgestaltung und Kalibrierung der beiden Quoten nochmals anzupassen. Die Logik hinter dieser gestaffelten Einführung, der sich die Schweiz grundsätzlich anschliesst, wäre eigentlich auch auf systemrelevante Banken anwendbar, und wir nehmen mit Bedauern zur Kenntnis, dass dort andere Regeln gelten sollen.

Unseres Erachtens ist es nötig, dass in der Liquiditätsverordnung, beispielsweise in den Übergangsbestimmungen, festgehalten wird, dass diese zu gegebener Zeit nochmals angepasst werden wird, um die noch ausstehenden Finalisierungen des Basler Ausschuss zu LCR und NSFR und die Ergebnisse der Beobachtungsphase zu berücksichtigen.

Der Basler Ausschuss erhebt im Rahmen der Beobachtungsperiode Daten zur Liquiditätsausstattung der Banken, und auch die FINMA führt auf Stichprobenbasis bereits seit Anfang 2012 ein freiwilliges Test-Reporting zu den Liquiditätsdaten durch. Das FINMA Reporting soll dann ab Mitte 2013 für alle Banken obligatorisch werden. Wir begrüssen diese Beobachtungsperiode ausdrücklich und danken der FINMA für die Organisation und die Durchführung des Test-Reportings und des obligatorischen Reportings vor der Einführung neuer quantitativer Liquiditätsregeln.

Dabei möchten wir jedoch ausdrücklich darauf hinweisen, dass das gegenwärtige Tief- bzw. Nullzins-Umfeld und die damit verbundene Tatsache, dass die Banken einen grossen Teil ihrer Liquiditätsreserven derzeit in Giro Guthaben bei der Schweizerischen Nationalbank SNB halten, nicht repräsentativ ist und darüber hinwegtäuschen kann, dass **in einem normalen Zinsumfeld ein akuter Mangel an anrechenbaren liquiden Aktiven im Schweizerfranken-System herrschen dürfte**. Wir gehen davon aus, dass sich das monetäre Umfeld und damit die Liquiditätspräferenz der Banken auf absehbare Zeit nicht ändern werden. Die Datenreihen der LCR Beobachtungsperiode bis 2014 könnten somit zu falschen Schlüssen führen, was in der Folge massive unbeabsichtigte und negative Auswirkungen haben könnte. Vor diesem Hintergrund und in Anbetracht der sehr geringen Verfügbarkeit von in Schweizer Franken denominierten liquiden Schuldverschreibungen **wäre es zu begrüssen, wenn die FINMA mittels einer Modell-Analyse die Auswirkungen der Liquiditätsquoten in einem "normalen" Zinsumfeld eruieren oder die Beobachtungsperiode verlängern würde**. Diese Ergebnisse sollten dann in die Beurteilung und Ausgestaltung der künftigen quantitativen Liquiditätsanforderung einfließen.

Weiter würden wir es befürworten, wenn die FINMA bereits möglichst früh Indikationen über die künftig anerkannten hoch-liquiden Aktiven geben könnte – selbstverständlich unter Berücksichtigung der Ergebnisse des Reportings bzw. der Modell-Analyse für ein normales Zinsumfeld. **Frühzeitige Informationen der FINMA zu den anrechenbaren Aktiven wie auch zu anderen Parametern der künftigen LCR und NSFR Liquiditätsquoten** würden wir zusätzlich insofern begrüssen, als dadurch verhindert werden kann, dass kurz vor Inkrafttreten der neuen Regulierung die gesamte Finanzbranche gleichzeitig ihre Bilanzen umschichten und auf eine Linie mit den neuen Anforderungen bringen muss. Dies hilft bei der Erfüllung der Zielsetzung des neuen Regimes, namentlich, dass sich die Banken frühzeitig auf die Einführung der LCR vorbereiten können (Erläuterungsbericht Verordnung, S. 4).

Unabhängig von den Ergebnissen der schweizerischen Beobachtungsphase und den entsprechenden Erhebungen bei sämtlichen Banken erwarten wir, dass bei der Umsetzung der quantitativen Liquiditätsanforderungen, d.h. LCR und NSFR, unbedingt auch die internationalen Entwicklungen berücksichtigt werden. In letzter Zeit haben mehrere Mitgliedstaaten des Basler Ausschusses bzw. die Regulatoren dieser betreffenden Länder gewisse Vorbehalte gegenüber der geplanten Umsetzung der Liquiditätsstandards geäussert. **Sollte sich zeigen, dass andere Staaten – insbesondere solche mit vergleichbaren Finanzplätzen – die Liquiditätsregulierung nicht oder nicht wie inhaltlich oder zeitlich geplant umsetzen, so erwarten wir, dass die Schweiz ihre Pläne zur Umsetzung von LCR und NSFR ebenfalls nochmals neu beurteilt und gegebenenfalls zurückstellt oder sogar ganz fallen lässt**, da ansonsten die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken und die Standortattraktivität der Schweiz in unverantwortlicher Art und Weise gefährdet würden.

Zentral erscheint uns auch, dass die Liquiditätsbestimmungen keinen Einfluss auf die Eigenmittelanforderungen der Banken haben dürfen, da diese bereits separat und abschliessend in der Eigenmittelverordnung (ERV) geregelt wurden. Eine Verschärfung der Eigenmittelanforderungen über die Hintertür ist unzulässig, da damit die Beschlüsse von Bundesrat und Parlament zu diesem Thema missachtet würden. **Wir beantragen daher die ersatzlose Streichung von Art. 27 E-LiqV sowie der Erläuterungen zu Art. 9 E-LiqV im Bericht zur Verordnung (S. 17). Aus denselben Gründen lehnen wir es ab, dass die FINMA die in der Beobachtungsperiode erhobenen Daten im Rahmen des Säule-II-Aufsichtsprozesses verwendet** (Erläuterungsberichte Liquidität, S. 7, und Rundschreiben, S. 3). Diese Daten basieren zum Teil auf unklaren und sich noch verändernden Vorgaben, und ihre Qualität dürfte insbesondere zu Beginn der Berichterstattung sehr heterogen sein.

Bevor wir in den beiden folgenden Teilen B und C dieser Stellungnahme konkret auf die qualitativen und die quantitativen Anforderungen eingehen, möchten wir unsere Besorgnis darüber zum Ausdruck bringen, dass eben diese Trennung von qualitativen und quantitativen Bestimmungen sowohl in der Verordnung als auch im Rundschreiben nicht überall gelungen ist. So sehen die eigentlich als qualitativ eingestuftes Art. 5 Abs 2 und Art. 8 Abs. 2 E-LiqV vor, dass die Banken einen Puffer halten müssen. **Diese Vorgabe des Puffers ist unseres Erachtens eindeutig quantitativer Natur und darf daher frühestens per 1.1.2015 bzw. gleichzeitig mit der LCR-Regulierung in die Verordnung aufgenommen werden.** Ansonsten führt dies de-facto zu einer unbeabsichtigten vorzeitigen Anwendung quantitativer Vorgaben unter dem Titel von sogenannten "qualitativen" Bestimmungen. Allgemein sind die Bestimmungen zum entsprechenden Puffer in den vorliegenden Anhörungsentwürfen konzeptionell nicht befriedigend.

B. Qualitative Anforderungen (Art. 5 - 11 E-LiqV, Rz 10 - 52 E-RS)

Bisher stellt die schweizerische Regulierung keine expliziten qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement der Banken. Die in der Anhörung vorgesehenen qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement sind richtigerweise an die „Principles for Sound Liquidity Risk Management and Supervision“ des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht angelehnt. Diese Prinzipien wurden jedoch als "Best Practice"-Standard für global tätige Finanzinstitute aufgelegt, d.h. dieser Standard entspricht dem Besten und Erstrebenswertesten, das man aktuell in der Praxis von international tätigen Banken erwartet. **Die Übernahme eines solchen "Maximal"-Standards als Minimalanforderung für sämtliche der rund 300 Banken in der Schweiz erstaunt daher und führt, sofern es nicht gelingt das Proportionalitätsprinzip angemessen und verständlich auszuformulieren, unweigerlich zu Unsicherheiten und Problemen bei der Anwendung.** Sowohl aus konzeptioneller wie auch aus regulierungspolitischer Sicht sind Lösungen anzustreben, bei denen die Anforderungen an einzelne Institute von deren Bedeutung und Systemrelevanz abhängen.

In diesem Sinne hat die neue Liquiditätsverordnung auch ein Level Playing Field herzustellen, sowohl betreffend ausländische Konkurrenz als auch mit Bezug auf den Schweizer Kontext. Dies bedeutet, dass die für einzelne Banken anwendbaren Regeln nicht stärker von den allgemein geltenden Regeln abweichen dürfen, als dies durch die unterschiedlichen Risiken gerechtfertigt ist. **Das Ziel muss sein, dass die Liquiditäts-**

regulierung risikoorientiert, wettbewerbsneutral und – insbesondere für global tätige Institute – international vergleichbar ist.

5

Um dem Problem der Differenzierung zwischen unterschiedlichen Banken zu begegnen, ist sowohl in der Verordnung (Art. 5 Abs. 1 E-LiqV) als auch an mehreren Stellen im Rundschreiben festgehalten, dass die qualitativen Liquiditätsvorschriften gemäss dem Proportionalitätsprinzip angewendet werden sollen. **Wir begrüessen diese Möglichkeit zur Differenzierung sehr, sind jedoch besorgt über die praktische Anwendbarkeit dieses Prinzips.**

Der Erläuterungsbericht zur Verordnung (S. 10) beschreibt das Proportionalitätsprinzip wie folgt: „Die prinzipienorientierten qualitativen Anforderungen erlauben es zudem, bei der Anwendung der Bestimmungen auf die jeweilige Bank, deren Grösse sowie Art, Umfang und Komplexität der Geschäftsaktivitäten zu berücksichtigen.“ Und weiter: „Kleine und mittlere Banken mit einer geringen Risikoexponierung und –komplexität werden so vor unverhältnismässig grossen Belastungen aus der Umsetzung der qualitativen Anforderungen geschützt.“

Ein wichtiges Problem stellt sich bereits bei der Qualifizierung einer Bank als „klein“ oder „mittel“. Diese beiden Begriffe sind bisher nicht definiert worden und führen daher unweigerlich zu Fragen und Diskussionen unter den Banken sowie mit ihren jeweiligen Prüfgesellschaften und der FINMA. Je nach Definition dieser beiden Begriffe verändern sich der Kreis der damit umschriebenen Banken und die daraus abzuleitenden Erleichterungen unter dem Proportionalitätsprinzip. **Unseres Erachtens ist daher sowohl eine Klarstellung bezüglich dieser Begrifflichkeiten als auch eine eindeutige Einteilung der Banken in verschiedene Kategorien nötig.** Dabei sind wir der Ansicht, dass es neben „kleinen“, „mittleren“ und „systemrelevanten“ Instituten noch mindestens eine weitere Kategorie von Banken gibt, die im nationalen Kontext gross sind, jedoch nicht als systemrelevant bezeichnet werden.

Zur Kategorisierung gilt es, die drei Dimensionen „Grösse“, „Komplexität“ und „Diversifikation“ eines Instituts zu berücksichtigen. Dabei sollten unseres Erachtens liquiditätsrisikobezogene und klar quantifizierbare Kriterien zur Operationalisierung dieser Dimensionen verwendet werden. Dazu könnten beispielsweise die Systemrelevanz, die Höhe der Einlagen, die Bedeutung der Kapitalmarkt- und Handelsaktivitäten sowie des Firmenkundengeschäfts einer Bank gehören. Eine Kategorisierung gemäss FINMA-RS 11/2 würde uns hingegen nicht angemessen erscheinen, da deren Kriterien nicht hinreichend liquiditätsrisikoorientiert sind.

Bezüglich der Differenzierung zwischen „kleinen“, „mittleren“ und weiteren Kategorien von Banken möchten wir zusätzlich darauf hinweisen, dass der Erläuterungsbericht zur Verordnung diesbezüglich mehr Differenzierung vorsieht als das Rundschreiben und der dazugehörige Bericht. Während nämlich im Erläuterungsbericht zur Verordnung (S. 10, 14, 17) jeweils von „kleinen und mittleren“ Banken die Rede ist, sieht das Rundschreiben (Rz 20 und 45) für mittlere Banken keine klare Differenzierung mehr vor. Auch im Erläuterungsbericht zum Rundschreiben (S. 3, 5, 6) wird grossmehrheitlich nur bei kleinen Banken von einer vereinfachten Umsetzung der Anforderungen gesprochen. Selbstverständlich ist auch diese Problematik abhängig vom Verständnis und von der Definition der verschiedenen Kategorien von Banken. **Wir erwarten jedoch, dass die Vorgaben der Verordnungsstufe bezüglich**

Differenzierung auf der Rundschreibenstufe entsprechend umgesetzt werden und Erleichterungen für kleine und mittlere Banken vorgesehen werden.

Neben der Frage nach der Kategorisierung der einzelnen Finanzinstitute stellt sich weiter das Problem, dass aus der Verordnung und dem Rundschreiben zu wenig klar hervorgeht, wie die Proportionalität angewendet werden kann. **Bei der Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf verschiedene Geschäftsaktivitäten (Transferpricing) begrüssen wir die Möglichkeit zur Ausnahme gemäss Randziffer 20 des Rundschreibens. Bezüglich Stresstests, Anforderungen an die untertägige Liquidität und Notfallkonzept sehen wir viel Potential für klarere Angaben zur graduellen Anwendung des Proportionalitätsprinzips** entlang der noch zu definierenden Kategorien bzw. zur Ausnahme von Banken im Einzelfall von der Pflicht, diese Anforderungen umfassend zu erfüllen.

Eine Möglichkeit wären dabei beispielsweise sogenannte „comply-or-explain“ Bestimmungen, wie sie auch in Rz 20 vorgesehen ist. Falls eine Bank gegenüber Prüfgesellschaft und FINMA fundiert darlegen kann, dass die Erfüllung einer bestimmten Anforderung aufgrund ihrer institutsspezifischen Liquiditätsrisikolage nicht zweckmässig wäre, so soll das Institut von dieser Anforderung ausgenommen werden. Solche Bestimmungen würden nicht nur Hinweise auf die Bandbreite des Proportionalitätsprinzips geben, sondern auch verhindern, dass gewisse Institute für sie unverhältnismässige und unzweckmässige Bestimmungen anwenden müssten. Zusätzliche Guidance zum Proportionalitätsprinzip würde zudem die Planungs- und Rechtssicherheit erhöhen.

Zu den einzelnen Bestimmungen der qualitativen Anforderungen stellen sich uns ferner folgende Fragen:

Gemäss Rz 3 des Rundschreibens sind Gruppengesellschaften von der Erfüllung der qualitativen Anforderungen befreit, wenn die Konzernobergesellschaft jederzeit über alle relevanten Information über die Liquiditätssituation in der Gesellschaft verfügt. Unseres Erachtens ist dieses Erfordernis ausreichend für eine Befreiung, und wir gehen daher davon aus, dass der Erläuterungsbericht (S. 4) nicht zusätzlich die Anforderung stellt, dass eine Gruppe ein „zentrales Liquiditätsmanagement“ bzw. eine zentrale Tresorerie benötigt, um von der Befreiung zu profitieren.

Bezüglich Art. 6 Abs. 3 E-LiqV und Rz 18 f E-RS möchten wir festhalten, dass wir die im Erläuterungsbericht zur Verordnung (S. 11) aufgezeigte Methode zur Berechnung der Transferpreise als einen Ansatz unter mehreren möglichen betrachten und nicht als zwingend anzuwendende Vorgabe.

Zu Rz 20 halten wir fest, dass wir davon ausgehen, dass der Begriff des „Liquiditätsrisikos“ auch die Komponenten „Liquiditätskosten“ und „Liquiditätserträge“ beinhaltet und dass auch auf deren Zuordnung verzichtet werden kann.

In Artikel 7 Abs. 1 E-LiqV und Rz 21 E-RS wird in den französischen Versionen von der Überwachung und Projizierung der Zahlungsmittelzu- und abflüsse (*moyens de paiement*) gesprochen, während der Erläuterungsbericht zur Verordnung weniger restriktiv von den Zahlungsflüssen (*flux de paiement*) spricht. Wir regen eine Begriffsvereinheitlichung auch in der französischen Version an.

C. Quantitative Anforderungen und Berichterstattung (Art. 3, 4, 12 - 18 E-LiqV, Rz 5 - 9 E-RS)

7

Die bisherigen quantitativen Anforderungen zur Gesamtliquidität (Art. 16 – 20 BankV) werden grundsätzlich unverändert in die neue LiqV (Art. 12 – 18) überführt und für die Übergangszeit bis zur geplanten Einführung der LCR per 1.1.2015 weitergeführt. Wir begrüßen dies sehr und würden vorschlagen, dass die einzige vorgesehene Änderung in Art. 16 Abs. 3 E-LiqV wie folgt formuliert wird: „Die Banken haben für eine angemessene Liquidität auf Stufe der Finanzgruppe und des Finanzkonglomerats entsprechend den Artikeln 6 - 12 der Eigenmittelverordnung vom 29. September 2006 zu sorgen.“ Die in der E-LiqV vorgeschlagene Formulierung könnte unseres Erachtens als Änderung gegenüber dem aktuellen Regime missverstanden werden, was jedoch sicherlich nicht die Absicht sein kann.

Bezüglich der künftig von allen Banken geforderten Berichterstattung bestehen aktuell noch sehr viele Unsicherheiten bzw. fortlaufende Anpassungen, die das Ausfüllen erschweren und allenfalls auch zu unterschiedlicher Handhabung durch verschiedene Institute führen. Wir verstehen selbstverständlich, dass dies in der aktuellen Phase des Test-Reportings im Sinne einer kontinuierlichen Optimierung der Berichterstattung notwendig ist, würden die FINMA jedoch im Hinblick auf die obligatorische Berichterstattung ab Mitte 2013 bitten, möglichst frühzeitig klare und verlässliche Vorgaben zur Berichterstattung zu erlassen, damit sich die Banken entsprechend vorbereiten können.

Für kleine und mittlere Banken birgt die Pflicht zur Berichterstattung während der Beobachtungsperiode einen nicht zu unterschätzenden Aufwand und Kosten mit sich, die unseres Erachtens jedoch durch den erwarteten zusätzlichen Nutzen nicht gerechtfertigt sind. **Wir plädieren daher dafür, dass die Frequenz der Berichterstattung für kleine und mittlere Banken reduziert wird und diese nicht monatlich, sondern z.B. nur quartalsweise verlangt wird.** Wir sind überzeugt davon, dass die FINMA auch mit einer etwas niedrigeren Frequenz noch genügend Informationen erhält, um einen Überblick über die Liquiditätsrisiken bzw. die liquiditätsrelevanten Parameter dieser Banken zu erhalten.

Betreffend künftiger LCR Reportingfrequenz sieht die FINMA im Erläuterungsbericht (S. 5) bereits vor, dass künftig allenfalls die Möglichkeit bestehen könnte, dass diese für gewisse Institute geringer als monatlich wäre. Wir begrüßen dies und hoffen, dass diese Differenzierung auch für mittlere Banken angewandt wird, falls diese während der Beobachtungsphase eine geeignete und stabile Liquiditätssituation aufweisen.

Bezüglich Berichterstattung möchten wir zusätzlich festhalten, dass wir Art. 4 E-LiqV derart verstehen, dass die Prüfgesellschaften die Richtigkeit der Berichterstattung einmal jährlich im Rahmen der Aufsichtsprüfung und nicht etwa monatlich überprüfen müssen. Wir wären dankbar für eine entsprechende Präzisierung beispielsweise in Form eines Hinweises auf den Rahmen der jährlichen aufsichtsrechtlichen Prüfung.

D. Besondere Bestimmungen für systemrelevante Banken (Art. 19 - 30 E-LiqV)

8

Das Kapitel über die besonderen Bestimmungen für systemrelevante Banken sieht – in Übereinstimmung mit den neuen bankengesetzlichen Bestimmungen des TBTF-Paketes – vor, dass systemrelevante Banken unabhängig von Basel III bereits vorzeitig ein neues Liquiditätsregime einhalten müssen. Dieses soll gemäss Botschaft zur Änderung des BankG (Bundesblatt vom 28.6.2011, S. 4717 ff) auf den speziellen Vereinbarungen zur Liquidität, welche die beiden Grossbanken im Juni 2010 mit der FINMA abgeschlossen haben, basieren und diese ablösen. **Wir gehen daher davon aus, dass die Vereinbarungen wie auch Art. 16-20 BankV nach Inkrafttreten der Liquiditätsverordnung für die beiden Grossbanken nicht weiter gelten.**

Im Hinblick auf die Verabschiedung der Empfehlungen zur LCR und später zur NSFR durch den Basler Ausschuss und die entsprechenden Umsetzungen in Schweizer Recht möchten wir betonen, dass wir davon ausgehen, **dass die quantitativen Vorgaben für systemrelevante Banken, die aktuell geschaffen werden sollen, zu gegebener Zeit an die Vorgaben des Basler Ausschusses angepasst werden**, um zu vermeiden, dass die schweizerischen systemrelevanten Institute in Zukunft gleichzeitig zwei möglicherweise sehr unterschiedliche quantitative Regimes inklusive jeweiliger Reportingpflichten unterhalten müssen. In diesem Zusammenhang gilt es insbesondere auch zu verhindern, dass die systemrelevanten Banken in der Schweiz sehr viel strengere Regeln als diejenigen von Basel III einhalten müssten, z.B. falls der Basler Ausschuss den Umfang der primären und sekundären Puffer noch deutlich ausweiten würde (Art. 25 E-LiqV vs. § 39 ff Basel III: International framework for liquidity risk measurement, standards and monitoring).

Spezifische Kommentare zu den einzelnen Artikeln

In Art. 27 E-LiqV wird ausgeführt, dass das Ausmass möglicher Verluste bei der Beurteilung der Angemessenheit des Eigenmittelüberschusses im Rahmen des aufsichtsrechtlichen Überprüfungsprozesses berücksichtigt werde. **Diese Verbindung zwischen Liquiditäts- und Eigenmittelanforderungen erachten wir als unangebracht.** Im Rahmen der Behandlung der TBTF-Vorlage ist mehrfach festgehalten worden, dass die Gesamtkapitalanforderungen auf Stufe Finanzgruppe 19% der risikogewichteten Aktiven nicht überschreiten dürfen. Zudem ist den systemrelevanten Instituten bekanntlich ein Eigenmittelrabatt zu gewähren, wenn sie ihre Sanier- und Liquidierbarkeit über die Notfallplanung hinaus verbessern. Diese klaren Vorgaben können nicht über die Liquiditätsregulierung übersteuert werden, vgl. unsere entsprechenden Streichungsanträge von Art. 27 E-LiqV (und analog der Erläuterungen zu Art. 9 E-LiqV für nicht systemrelevante Institute) in Teil A. Wir gehen ferner davon aus, dass der Eigenmittelaspekt mit der regulären Building Block Analyse (BBA) bereits ausreichend abgedeckt ist.

Die Forderung einer jederzeitigen Deckung sämtlicher Liquiditätsabflüsse gemäss Art. 21 widerspricht unserer Ansicht nach Art. 26 E-LiqV, der festlegt, in welchen Fällen die Liquiditätsanforderungen vorübergehend verletzt werden dürfen. Wir würden vorschlagen, dass in Art. 21 auf die Ausnahme gemäss Art. 26 hingewiesen wird. Weiter sind wir der Ansicht, dass im Art. 21 E-LiqV die in den Vereinbarungen aktuell bestehende Regelung bezüglich des drei-monatigen gleitenden Durchschnitts übernommen werden sollte.

Betreffend die jederzeitige Einhaltung wird im Erläuterungsbericht zur Verordnung auf Seite 21 definiert, dass **die systemrelevanten Banken in der Lage sein müssen, die quantitativen Anforderungen täglich einzuhalten und zu berechnen. In der Praxis ist eine tägliche Berechnung jedoch nur mit Einschränkungen möglich, d.h. auf der Basis von Daten aus dem Management Information System (MIS)** und nicht solchen aus der Finanzbuchhaltung. Im Erläuterungsbericht sollte daher konkretisiert werden, dass die Banken lediglich eine bestmögliche Annäherung bei der Berechnung auf Basis der erwähnten MIS Daten vornehmen müssen. Aus der Verwendung der Daten aus dem MIS ergibt sich ohne weiteres, dass die Einhaltung auch innerhalb des Monats gewährleistet ist (analog zum Vorgehen bei den Eigenmitteln).

Bezüglich Art. 22 Abs. 2 lit. a E-LiqV möchten wir darauf hinweisen, dass es **sehr unwahrscheinlich ist, dass eine systemrelevante Bank den Zugang zu jeglicher besicherter Refinanzierung verliert**. In Anlehnung an Art. 9 Abs. 2 lit. c E-LiqV sollte sich das Szenario darauf beschränken, dass der Zugang zu besicherter Refinanzierung eingeschränkt ist. Ein unverhältnismässig strenges und daher unrealistisches Stressszenario widerspricht auch der Idee, dass die Bank während 30 Tagen im „going-concern“ Status sollte verbleiben können (Erläuterungsbericht Verordnung, S. 23).

Diese Sichtweise deckt sich auch mit bankinternen Annahmen (welche die Grundlage für die bestehenden internen Stresstest-Modelle sind), dass eine besicherte Finanzierung auch in einer Stresssituation teilweise noch möglich ist. Dies setzt allerdings voraus, dass eine Bank über Collateral verfügt und dieses entsprechend liquide und von hoher Qualität ist. In der jüngsten Krise hat sich bestätigt, dass das Rollen von Collateral von hoher Qualität auch in einer Stresssituation noch möglich war. Probleme entstanden hingegen bei Banken, die nicht mehr über Collateral von hoher Qualität und Liquidität verfügten.

Unser Verständnis ist zudem, dass die **Basel Principles for Sound Liquidity Risk Management and Supervision (§ 123) ebenfalls nicht von einem vollständigen Verlust der besicherten Finanzierung ausgehen**: „... they should assume the inability to obtain unsecured funding as well as the loss or impairment of access to funds secured by assets other than the safest, most liquid assets.“ Diese Sichtweise wird auch in den Regeln für das LCR Stressszenario angenommen (Basel III: International framework for liquidity risk measurement, standards and monitoring, § 86): „Due to the high-quality of Level 1 assets, no reduction in funding availability against these assets is assumed to occur.“

Wir danken Ihnen im Voraus für eine wohlwollende Prüfung unserer Anliegen und Bemerkungen. Bei Fragen oder Unklarheiten betreffend unsere Stellungnahme stehen wir Ihnen selbstverständlich jederzeit gerne für weitere Erläuterungen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Renate Schwob



Markus Staub

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herrn Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Basel, 27. September 2012 / ji

Anhörung zum Rundschreiben „Liquidität Banken“

Sehr geehrte Damen und Herren

Im Rahmen der vorerwähnten Anhörung unterbreiten wir Ihnen nachstehend unsere Stellungnahme zu den geplanten Änderungen:

Sowohl den Entwurf der Liquiditätsverordnung des Eidgenössischen Finanzdepartements als auch den seitens der FINMA vorgelegten Entwurf des Rundschreibens zur „Liquidität Banken“ betrachten wir grundsätzlich als notwendige Regulierungen.

Als sehr kleine Bank mit einem sehr stabilen Familien-Aktionariat, mit einer klar abgesteckten Geschäftstätigkeit und einer restriktiven Risikopolitik sind wir jedoch darauf angewiesen, dass neue Regulierungen Raum lassen für institutsspezifische Lösungen, welche sowohl den Anforderungen des Regulators als auch den konkreten Gegebenheiten Rechnung tragen. Unter diesem Aspekt möchten wir einige in den Entwürfen für uns unbefriedigend geregelte Punkte herausstreichen, welche für unser Institut von grosser Bedeutung sind:

Bei der vorgesehenen *Berichterstattung zur Liquidity Coverage Ratio (LCR)* besteht aus unserer Sicht die Gefahr, dass die in der Beobachtungsperiode gelieferten Ergebnisse ein falsches Bild ergeben. Aufgrund des derzeitigen Zinsumfeldes werden die liquiden Mittel von uns und anderen Vermögensverwaltungsbanken überwiegend bei der Schweizerischen Nationalbank geparkt. Solange dies der Fall ist, können wir die Anforderungen im Zusammenhang mit der LCR voraussichtlich erfüllen. Tritt eine Änderung resp. Normalisierung des Zinsumfeldes ein, könnte die Anwendung der Regulierungen zur LCR möglicherweise zu negativen Resultaten

Scobag Privatbank AG

Gartenstrasse 56

Postfach

CH - 4010 Basel

T +41 [0]61 205 12 12

F +41 [0]61 205 12 79

I www.scobag.ch



und negativen Folgen (eingeschränkte Konkurrenzfähigkeit im Zusammenhang mit der Verzinsung von Kundenguthaben) führen. Wann eine solche Änderung des Zinsumfeldes eintreten wird, kann nicht vorhergesagt werden. Nach unserer Einschätzung dürfte dies jedoch erst nach Ablauf der „Beobachtungsperiode“ eintreffen. Um unliebsame Überraschungen in der Zukunft zu vermeiden, sollte darauf hingewirkt werden, dass die aktuelle Situation nicht als Grundlage für die LCR-Berechnungen genommen wird.

Generell haben wir bei der Analyse des Entwurfs zum FINMA-RS festgestellt, dass dieses zahlreiche offene Formulierungen enthält. Einerseits begrüßen wir die Tatsache, dass die FINMA die Regelungen nicht schematisch auf alle Banken gleich anzuwenden gedenkt, sondern Raum lässt, bei der Anwendung und Auslegung der Regelungen die Grösse der Bank, die Art der Geschäftstätigkeit und die Risikoausrichtung einer Bank zu berücksichtigen. Auf der anderen Seite müssen wir feststellen, dass wir dem Rundschreiben praktisch keine konkreten Handlungsanleitungen entnehmen können, an welchen wir uns orientieren könnten. Dies gibt uns wenig Rechtssicherheit, da wir Gefahr laufen, dass in den der Auslegung und individuellen Ausgestaltung zugänglichen Bereichen die von uns definierten Parameter von der FINMA bemängelt werden könnten.

Ein konkretes Problem stellen für uns die im FINMA-RS nicht näher definierten *Rückzugsraten sowie die Definitionen der Privatkunden und Geschäftskunden* dar. Für diese Begriffe müssen wir auf das Regelwerk von Basel III sowie auf die von der FINMA am 15.05.2012 publizierte „Bearbeitungshinweise für die Datenerhebung zur Liquidity Coverage Ratio (LCR) im Zuge der Umsetzung von Basel III“ zurückgreifen. Diese bilden zwar nicht direkt Gegenstand der vorliegenden Anhörung, werden aber für die Auslegung der Bestimmungen des FINMA-RS von Bedeutung sein. Gemäss diesen Bearbeitungshinweisen gelten Kunden nur bis zu einem Vermögen von CHF 1.5 Mio. als stabile Privatkunden. Privatkunden mit einem Vermögen von mehr als CHF 1.5 Mio. werden automatisch den „weniger stabilen Einlagen“ zugerechnet und es wird gefordert, eine Rückzugsrate von min. 10% zur Anwendung zu bringen. Diese Vorgaben und die diesen zugrundeliegenden Annahmen sind nachvollziehbar, sofern es keine engeren Verbindungen zwischen dem Kunden und der Bank gibt. In unserem Falle führt dies jedoch dazu, dass wir diejenigen Aktionäre, welche als qualifiziert Beteiligte gelten und gleichzeitig Vermögenswerte in signifikanter Höhe bei unserer Bank deponiert haben, als „weniger stabil“ einstufen und deren Vermögenswerte mit einer Rückzugsrate von mindestens 10% unterlegen müssten. Dies obwohl gerade von diesen Aktionärskunden die kleinste Gefahr eines unerwarteten und plötzlichen Vermögensabflusses ausgeht. Weiter bestehen auch grosse Schwierigkeiten resp. noch höhere Rückzugsraten (min. 25%) in Bezug auf juristische Personen mit Guthaben von mehr als CHF 1.5 Mio., welche in einem engen Bezug zu unseren Aktionären stehen (insbesondere gemeinnützige Stiftungen und Organisationen). Auch bei diesen juristischen Personen ist die Rückzugswahrscheinlichkeit aufgrund der Verbundenheit mit unseren Aktionären sehr tief.

All diesen uns sehr nahestehenden Kunden müssten wir Rückzugsbeschränkungen mit einer Frist von mehr als 30 Tagen aufzwingen, was nicht nur administrativen

Mehraufwand bedeutet, sondern auch zu Irritationen im Verhältnis zu den Aktionären führen kann. Daher wäre es für uns wichtig, die Guthaben von an der Bank qualifiziert beteiligten Aktionären und den mit diesen verbundenen gemeinnützigen juristischen Personen unter die Definition der „stabilen Einlagen“ subsumieren zu können.

Es besteht die Gefahr, dass die auf Stufe des FINMA-Rundschreibens vermeintlich flexibel ausgestalteten Bestimmungen durch Regelwerke ohne Rechtsetzungscharakter wie die „Bearbeitungshinweise“ zu starren Regulierungen verkommen. Wir begrüßen konkretere Handlungsanleitungen, plädieren aber dafür, Möglichkeiten von Ausnahmeregelungen einzuräumen oder jeweils eine „comply or explain“-Möglichkeit offen zu lassen.

Mit freundlichen Grüßen

Scobag Privatbank AG



Dr. Bruno Dallo
Vorsitzender der Geschäftsleitung



Daniel Jirasko
Mitglied der Geschäftsleitung

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht, FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Zürich, 28. September 2012

Betreff: Anhörung FINMA-Rundschreiben 12/xx "Liquidität Banken"

Sehr geehrter Herr Genovese-Frech

Für die Zustellung der Unterlagen und die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir bestens. Die Fachkommission Bankenprüfung hat sich intensiv mit dem Entwurf des Eingangs erwähnten Rundschreibens befasst. In der Beilage überlassen wir Ihnen unsere Kommentare und Anregungen.

Für Rückfragen stehen Ihnen Herr Rolf Walker oder Herr Pascal Portmann (Fachsekretär der Fachkommission Bankenprüfung) gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
TREUHAND-KAMMER



Dr. Thorsten Kleibold
Mitglied der Geschäftsleitung
Leiter Ressort Facharbeit



Rolf Walker
Präsident der Fachkommission Bankenprüfung

Beilage erwähnt

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
2Institute die einer zentralen Organisation gemäss Art. 4 Abs. 3 BankV angehören, sind	Ergänzung
3		Es stellt sich die Frage, wie die Wendung „in der Regel“ zu interpretieren ist. Bedarf es einer Genehmigung durch die FINMA oder können die Konzernobergesellschaft und die zentrale Organisation eigenständig über den Ausschluss gewisser Einheiten entscheiden? Das Vorgehen sollte in dieser Rz festgehalten werden.
3 (a)	Gruppengesellschaften in der Schweiz , sofern auf vertraglicher und/oder statutarischer Weise sichergestellt ist, dass	Für wesentliche Rechtseinheiten im Ausland gelten die Vorschriften nach Ziff. 23. Sie können also nicht von der Befreiung nach Ziff 3 a profitieren. Entsprechend sollte präzisiert werden, dass die Befreiung nur für Gruppengesellschaften in der Schweiz gilt.
4	Diejenigen Aufgaben, die das Rundschreiben dem Verwaltungsrat zuweist, sind auch im Falle einer Befreiung der vollständigen Erfüllung der qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement vom Verwaltungsrat der Gruppengesellschaft oder vom Verwaltungsrat, der einer zentralen Organisation angeschlossenen Bank wahrzunehmen.	Im Rundschreiben wird dem Verwaltungsrat die Verantwortung für die Festlegung, Überprüfung und Sicherstellung der Umsetzung der Risikotoleranz zugewiesen (Ziff. 13). Für die Festlegung und Überprüfung der Risikotoleranz werden die Ergebnisse von Stresstests herangezogen (Ziff. 43 a). Die Umsetzung der Risikotoleranz durch die Geschäftsleitung beinhaltet den Erlass von Weisungen und Finanzierungsrichtlinien, inklusive Aufbau-/Ablauforganisation, Zuordnung der Liquiditätsrisikos auf die Geschäftsaktivitäten, untertägige Liquiditätsmanagement, Notfallkonzept, etc. (Ziff. 16 und 17). Dies hat zur Folge, dass die Gruppengesellschaft/ zentrale Organisation praktisch alle qualitativen Anforderungen des Rundschreibens erfüllen muss, was im Widerspruch zur grundsätzlichen Befreiung von diesen Anforderungen in Ziff. 3 steht. Entsprechend muss hier Klarheit geschaffen werden, wie weite die Verantwortlichkeiten und Aufgaben des Verwaltungsrats einer Gruppengesellschaft/ zentralen Organisation konkret gehen.
8des Folgemonats. Die Prüfgesellschaft bestätigt die rechtzeitige Einreichung der Berichterstattung. Zudem bestätigt sie die Korrektheit der Berichterstattung gemäss den Anforderungen des Rundschreibens 2012/xx „Prüfwesen“.	Es soll nebst der Liquiditätsverordnung auch im Rundschreiben klar ersichtlich sein, dass die Prüfgesellschaften die Berichterstattung prüfen müssen. Es ist zudem sicherzustellen, dass die Anforderungen an die Prüfgesellschaften in einer Ausführungsbestimmung der FINMA ausreichend klar definiert sind.
10	Die FINMA beurteilt die Erfüllung der qualitativen Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement unter Berücksichtigung des Proportionalitätsprinzips. Das Proportionalitätsprinzip wird in Kapitel III dieses Rundschreibens durch enthält zahlreiche Öffnungsklauseln definiert , die abhängig von der Grösse der Bank	Das „Proportionalitätsprinzip“ wird nicht näher definiert. Es ist unser Verständnis, dass die Umsetzung von Vorgaben in Abhängigkeit von Grösse und Risikolage der Bank zu erfolgen hat. Dies sollte klargestellt werden, insbesondere durch die Anwendung der im FINMA RS 11/2 definierten Kategorien der Banken.

Anhang zur Stellungnahme der Treuhand-Kammer vom 28. September 2012: Anhörung FINMA-RS 12/xx „Liquidität Banken“

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
	sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten eine vereinfachte Umsetzung der jeweiligen Anforderungen ermöglichen.	
13	Der Verwaltungsrat legt die Risikotoleranz für das Liquiditätsrisiko fest, überprüft diese regelmässig, mindestens aber jährlich und stellt sicher, dass die Geschäftsleitung die Vorgaben zur Liquiditätsrisikotoleranz umsetzt und diese allen massgeblichen Mitarbeitenden klar und verständlich kommuniziert.	Die Kapitalplanung ist gemäss RS 11/2 „mindestens jährlich“ vom obersten Verwaltungsorgan zu genehmigen. Eine analoge Handhabung bei der Überprüfung der Liquiditätstoleranz ist unseres Erachtens angebracht. Es wäre nützlich, im Anhang die Determinanten für die Liquiditätstoleranz näher zu beschreiben.
14	Die festgelegte Liquiditätsrisikotoleranz muss mit der Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten sowie den massgeblichen Finanzierungsmärkten vereinbar sein.	Der Begriff „Liquiditätstoleranz“ und im Speziellen die Erwartung an dessen Formulierung (Umfang; qualitative und quantitative Elemente) sollten mit Sicht auf ein einheitliches Verständnis im Rundschreiben (z.B. einem Anhang) ausgeführt werden. Damit eine einheitliche Umsetzung der Anforderungen erfolgen kann, sollte u.E. weitergehende Informationen publiziert werden, wie diese Verhältnismässigkeit umgesetzt werden soll, beispielsweise anhand der in FINMA RS 11/2 definierten Kategorien der Banken.
16		Die Ausführungen unter Rz 14 gelten sinngemäss für den Begriff „Finanzierungsrichtlinien“ .
17	Entsprechend der Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten macht die Geschäftsleitung Vorgaben a).... ... k).... [...] und überprüft die Angemessenheit regelmässig, mindestens aber jährlich (e) zum untertägigen Liquiditätsmanagement; (g) zur Limitensetzung und zum Eskalationsverfahren; ...	Unklar ist, ob das in Rz 10 erwähnte Proportionalitätsprinzip auf alle in Bst. a) bis k) erwähnten Anforderungen anwendbar ist. Diese Frage stellt sich und muss geklärt werden, da in den nachfolgenden Ausführungen nur in den Rz 18, 32, 33, 35 Bst. a) und 42, 45 und 47 die Kriterien „Grösse der Bank sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten“ explizit erwähnt werden . Falls das Proportionalitätsprinzip nur partiell auf die in den Bst. a) bis k) erwähnten Anforderungen anwendbar ist, könnte der erste Satz wie folgt lauten: Die Geschäftsleitung macht Vorgaben zu: Wenn die Überprüfung der Risikotoleranz mindestens jährlich gemacht wird (vgl. unsere Anmerkung zu Ziff. 13 oben), muss konsequenterweise auch die Überprüfung der Vorgaben zur Bewirtschaftung des Liquiditätsrisikos mindestens jährlich erfolgen. Rechtschreibung
18	... sowie gegebenenfalls Liquiditätserträgen ein.	Rechtschreibung

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
		Die Ausführungen unter Rz 14 gelten sinngemäss für den Begriff „ Liquiditätstransfersystem “.
19	[...] Die Transferpreise sind regelmässig, mindestens aber jährlich auf ihre Angemessenheit zu überprüfen.	Analog zu unseren Anmerkungen unter Ziff. 13 und 17 oben.
20	Kleine Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5 ohne substantielles Firmenkundengeschäft oder Kapitalmarktaktivitäten können auf eine Zuordnung des Liquiditätsrisikos auf die Geschäftsaktivitäten verzichten.	„ Kleine Banken “ ist zu wenig konkret. Analog der Kategorisierung der Banken im FINMA RS 11/2 sollten diese Kategorien auch in diesem RS herangezogen werden. Auch hier sollte präzisiert werden, was unter „ substantiell “ verstanden wird. Entsprechende prozentuale Verhältniszahlen sind wünschenswert. Wird hier das Firmenkundengeschäft passivseitig oder generell verstanden (aktiv, passiv, ausserbilanziell)?
21 (a)Annahmen, die den Zahlungsmittelzuflüssen und -abflüssen zugrunde liegen, festzulegen und zu dokumentieren sind und...	Um die festgelegten Annahmen zu prüfen, ist eine entsprechende Dokumentierung unerlässlich.
21 (b)	die Haltung eines Liquiditätspuffers aus lastenfreien, erstklassigen und hochliquiden Vermögenswerten, die im Stressfall ohne Weiteres und unverzüglich veräussert oder belehnt werden können. Die Anforderungen an das Halten des Liquiditätspuffers sind in Rz 35 definiert.	Der Verweis auf Rz 35 ist angebracht, da dort die detaillierteren Anforderungen an die in der Rz 21 (b) erwähnten Vermögenswerte beschrieben werden.
22	(e) IT-Systeme sowie qualifizierte Mitarbeitende, um eine zeitnahe Messung, Überwachung und Berichterstattung der Liquiditätsposition im Vergleich zu gesetzten Limiten an die Geschäftsleitung sicher zu stellen.	„ Zeitnah “ ist nicht konkret. Dies sollte präzisiert werden (z.B. täglich oder wöchentlich).
24	Eine Bank, für die ein bedeutender Teil der welche über Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten in fremden Währungen von mehr als xx % der Bilanzsumme verfügt und gleichzeitig in dieser Währung bedeutende Währungsinkongruenzen Währungsnettopositionen oder Laufzeitinkongruenzen zwischen den jeweiligen Fremdwährungsaktiva und -passiva bestehen, implementiert zur Sicherstellung ihrer Zahlungsverpflichtungen angemessene Verfahren zur Steuerung der Fremdwährungsliquidität in den wesentlichen dieser Währung .	Ein „ bedeutender Teil “ kann sehr unterschiedlich interpretiert werden. Entsprechend sollte ein fixes Verhältnis der Fremdwährungspositionen zur Bilanzsumme definiert werden. Wenn dieses Kriterium erfüllt ist und gleichzeitig ein bedeutendes Währungsnettoexposure oder eine Laufzeiteninkongruenz besteht, sollen angemessene Verfahren in dieser spezifischen Währung implementiert werden.

Anhang zur Stellungnahme der Treuhand-Kammer vom 28. September 2012: Anhörung FINMA-RS 12/xx „Liquidität Banken“

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
	Hierzu gehören für die jeweiligen Währungen zumindest eine gesonderte Liquiditätsübersicht, gesonderte Fremdwährungsstresstests sowie eine explizite Berücksichtigung im Notfallkonzept für Liquiditätsengpässe.	
25	Eine Bank mit wesentlichen Liquiditätsrisiken aus verschiedenen Währungen gemäss Rz 24 muss in der Lage sein, Veränderungen der Liquidität auf Fremdwährungsswap-Märkten und in der Fungibilität von Währungen frühzeitig zu erkennen und Gegenmassnahmen einzuleiten sowie Verwerfungen auf Fremdwährungsswap-Märkten, welche die Währungsinkongruenzen erhöhen, sowie und unerwartete Preisvolatilitäten in ihren Stresstests zu berücksichtigen.	Dieser Satz ist schwierig zu verstehen und muss redigiert werden.
27	Die eingesetzten Instrumente und Ressourcen zur Steuerung und Überwachung der untertägigen Liquidität sind auf das Risikoprofil, die Geschäftsaktivitäten und die Bedeutung der Bank im Finanzsystem abzustimmen. Dabei ist zu berücksichtigen, ob die Bank direkt an Zahlungs- oder Abwicklungssystemen teilnimmt, sich auf eine Korrespondenz- bzw. Depotbankvertretung beschränkt, oder Korrespondenz- bzw. Depotbankdienstleistungen anderen Banken, Unternehmen oder Systemen zur Verfügung stellt.	Die Implementierung einer untertägigen Liquiditätsüberwachung kann mit grossem Aufwand verbunden sein. Entsprechend sollte hier eindeutiger gesagt werden, welche Banken davor betroffen sind. Unser Vorschlag ist, dass analog zum FINMA RS 11/2 die Kategorisierung der Bank herangezogen wird, wobei wir vorschlagen, dass die Banken der Kategorie 1 – 3 umfassende untertägige Liquiditätsüberwachungssysteme implementieren.
28	Banken mit wesentlichen Geschäftsaktivitäten und/oder Rechtseinheiten im Ausland müssen in der Lage sein, die Zugriffsrechte auf Vermögenswerte im Ausland abzuschätzen und der FINMA in Stresssituationen innert angemessener Frist Auskunft über den Zugriff zu geben.	Konkretisierung der Frist ist wünschenswert (z.B. ein Tag, eine Woche).
31	Die laufende Überwachung der Einhaltung der Limiten erfolgt durch eine von den Markt- und Handelsbereichen unabhängige Einheit.	Präzisierung
32	Kriterien für eine angemessene Diversifikation sind, abhängig von Grösse, Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten einer Bank, Kurz-, mittel-, und	Da zwei Aufzählungen im gleichen Satz vorgenommen werden, sollten die beiden Komponenten (Kriterien für Diversifikation / Kriterien der Abhängigkeiten) getrennt werden, damit die Aufzählungen auseinander gehalten

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
	langfristige Finanzierungen, Einlegerklassen, Investoren, Gegenparteien, Instrumenten, Märkten oder Währungen sind Kriterien für eine angemessene Diversifikation, abhängig von Grösse, Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftsaktivitäten einer Bank,	werden können.
35	Die Bank stellt sicher, dass die Höhe und die Zusammensetzung des Liquiditätspuffers aus lastenfreien, erstklassigen und hochliquiden Vermögenswerten (c) auf den Liquiditätsbedarf, der sich aus durchgeführten Stresstests ergibt, abgestimmt ist sowie	Wir halten es für problematisch, dass die Bank aufgrund eines in den Rz 42 ff. nicht näher quantifizierten Stresstests die Höhe des Liquiditätspuffers selber festlegen muss. Damit wird ein quantitativer Liquiditätspuffer vorgegeben, ohne adäquate Definition. Lastenfreie, erstklassigen und hochliquiden Vermögenswerten: hier besteht eine Verwechslungsgefahr mit Level 1 Asstes im Rahmen der LCR.
36	Lastenfrei bedeutet, dass der Vermögenswert frei von Rechten Dritter ist. Wertpapiere, die in Reverse-, Repo- und Wertpapierrefinanzierungsgeschäften entgegengenommen und nicht weiterverpfändet worden sind und der Bank rechtlich und vertraglich zur freien Verfügung stehen , dürfen zum Liquiditätspuffer gezählt werden. Darüber hinaus dürfen Vermögenswerte, die an Zentralbanken oder eine sonstige öffentliche Stelle verpfändet wurden, aber nicht gebraucht werden beansprucht sind , angerechnet werden.	Der Abschnitt wurde aus dem Basel-Dokument unvollständig übernommen. Es dürfen nur Wertpapiere von Kunden dazugezählt werden, die der Bank vertraglich die freie Verfügbarkeit gewährt haben.
37	Bei der Zusammensetzung des Liquiditätspuffers ist insbesondere eine konservative Beurteilung des Liquiditätsgrads der Vermögenswerte vorzunehmen. Vermögenswerte gelten als erstklassig und hochliquide, wenn sie ohne Weiteres und unverzüglich flüssig gemacht werden können, und zwar ohne oder mit nur geringer Werteinbusse . Wie liquide ein Vermögenswert ist, hängt vom zugrundeliegenden Stressszenario, dem veräusserlichen oder belehnbaren Volumen und dem in Betracht gezogenen Zeitrahmen ab. Die Bank legt die Kriterien zur Beurteilung des Liquiditätsgrades ihrer Vermögenswerte nachvollziehbar fest.	Hier besteht ein grosser Interpretationsspielraum. Die nicht konkret beschriebenen Anforderungen an den Liquiditätspuffer lassen ein breites Anlageuniversum an erstklassigen, hochliquiden Vermögenswerten zu. Wir schlagen vor, dass das Anlageuniversum konkretisiert wird in Anlehnung an die Definition dieser Vermögenswerte gemäss LCR Berechnung.

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
38	Die Bank bewertet die Vermögenswerte vorsichtig und nimmt konservative Wert- und Sicherheitsabschläge auf Marktpreise vor. Insbesondere ist zu berücksichtigen, dass sich die Bewertung von Vermögenswerten in Stressperioden verschlechtern kann und/oder dass eine Veräusserung bzw. Belehnung von Vermögenswerten in Stressperioden eingeschränkt oder unmöglich wird. Die Bewertung der Vermögenswerte und die Wert- und Sicherheitsabschläge sind regelmässig mindestens aber jährlich oder nach einem Stressereignis zu überprüfen.	Durch diese Formulierung werden den Mindestabschläge gemäss LCR Berechnung nicht Rechnung getragen. Wir schlagen vor, dass die Abschläge konkretisiert werden in Anlehnung an die LCR Berechnung. Präzisierung
40	Die Bank nimmt eine Einschätzung darüber vor, inwiefern Vermögenswerte in Stresssituationen als Sicherheiten bei besicherten Finanzierungsgeschäften an Gegenparteien und Zentralbanken verpfändet bzw. von diesen akzeptiert werden.	Präzisierung, dass sich die Einschätzung unter der Annahme eines Stressereignisses vorgenommen werden sollen.
42 (a)	auf den jeweils relevanten Ebenen regelmässig, mindestens aber jährlich Stresstests durchzuführen, um Belastungen durch potentielle, extreme Ereignisse zu identifizieren, zu quantifizieren und um die Auswirkungen auf ihre Zahlungsmittelzuflüsse und -abflüsse und die Liquiditätsposition zu analysieren;	Präzisierung. „Mindestens jährlich“ ist konsistent mit unserem Kommentar zur Rz 13 (Überprüfung der Risikotoleranz) oben.
42 (c)	die Wahl ihrer Stresstests nachvollziehbar zu begründen, zu dokumentieren und ihre Stresstests regelmässig jährlich oder nach Eintritt eines Stressereignisses auf seine Angemessenheit und Relevanz hin zu überprüfen.	Regelmässig ist zu wenig konkret. „Jährlich“ erscheint uns angemessen, angesichts unseres Kommentars zu Rz 42 (a) oben.
44	Die Geschäftsleitung ist in das Liquiditätsstresstesting eng einzubinden. Stresstest-Ergebnisse sind regelmässig, mindestens aber jährlich an die Geschäftsleitung den Verwaltungsrat zu berichten. Die Ergebnisse von Stresstests dienen der Geschäftsleitung als Grundlage zur Beurteilung des Handlungsbedarfs zur Risikobegrenzung entsprechend der Vorgaben aus Rz 43.	Die Geschäftsleitung ist in das Stresstesting eng einbezogen. Sie soll anschliessend dem Verwaltungsrat über die Ergebnisse Bericht erstatten. Dies ist auch konsequent zu Rz 42 (a) i.V.m 13, wo der Verwaltungsrat die Angemessenheit der festgelegten Risikotoleranz durch Heranziehen der Stresstest-Ergebnisse überprüft. „Mindestens jährlich“ ist demnach auch konsequent zu unserem Kommentar zu Rz 13 (Überprüfung der Risikotoleranz) oben.

Rz	Text Entwurf Rundschreiben	Anmerkung
45	Die Bank definiert die Stresstests und die zugrundeliegenden Annahmen. Stresstests müssen auch extreme Ereignisse, die mit geringer Wahrscheinlichkeit auftreten, aber dennoch plausibel sind, abbilden. Ergibt bei kleinen Banken der Kategorie 4 und 5 eine kritische Analyse der institutsinternen Verhältnisse, dass die Ausgestaltung des internationalen Szenarios für die LCR ₁ gegeben ihre Grösse sowie Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt ihrer Geschäftsaktivitäten angemessen ist, können sie sich bei Stresstests für unterschiedliche Zeiträume und unter Anpassung an institutsspezifische Besonderheiten daran orientieren.	„Kleine Banken“ kann verschiedentlich interpretiert werden. Entsprechend sollte analog zum FINMA RS 11/2 die Kategorisierung herangezogen werden. Für die Anwendung des LCR Szenarios als Stresstest erscheint uns eine Begrenzung auf Banken der Kategorie 4 und 5 angebracht.
46	Mittelgrosse und grosse Banken der Kategorien 1 bis 3 berücksichtigen zusätzliche folgende Aspekte: [...]	Präzisierung konsistent mit unseren Anmerkungen zu Rz 45 oben.
46 (d)	Es sind sowohl kurzfristig auftretende, kurz anhaltende wie auch länger andauernde Liquiditätsengpässe zu berücksichtigen. Stresstests für untertägige Liquiditätsengpässe sind zu berücksichtigen.	Rz 46 gilt nur für mittelgrosse und grosse Banken. Entsprechend sollen nur diese Banken Stresstests für untertägige Liquiditätsengpässe berücksichtigen. Dies steht im Widerspruch zu Rz 26, wo alle Banken untertägige Stresstests durchführen sollen. Eine Klärung ist deshalb nötig. Wir schlagen vor, dass nur Banken der Kategorie 1 – 3 untertägige Stresstests durchführen (vgl. unsere Anmerkungen zu Rz 46 und Rz 27).
49		Der Begriff „ schwerwiegende Liquiditätsprobleme “ gemäss diesem Rundschreiben sollte näher erläutert und die Abgrenzung zu den Frühwarnindikatoren für die Auslösung des Notfalls festgehalten werden.
n/a		Wir gehen davon aus, dass Teil III dieses Rundschreibens erst ab 1. Januar 2014 vollständig zu erfüllen ist (analog Übergangsbestimmungen Art. 32 Abs. 3 der E-Liquiditätsverordnung. Dies müsste im Rundschreiben selbst festgehalten werden.

foreign banks . in switzerland .

Eidg. Finanzdepartement
zHv Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
zHv Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

tim.genovese-frech@finma.ch

PER EMAIL

Zürich, 1. Oktober 2012

Stellungnahme VAS – E-LIV und E-RS 2013/xx Liquidität

Sehr geehrte Herren

Am 28. August 2012 haben das Eidg. Finanzdepartement und die FINMA die obgenannten regulatorischen Texte zur Vernehmlassung veröffentlicht. Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, Ihnen unsere Bemerkungen und Bedenken zu den Entwürfen zur Kenntnis zu bringen.

Liquiditätsverordnung (E-LIV)

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Abs. 2 ermächtigt die FINMA, technische Ausführungsbestimmungen zu erlassen. Zwar veröffentlicht die FINMA den Entwurf für ein Rundschreiben. Allerdings scheint dies nur ein erster Teil zu sein, denn sie stellt weitere Wegleitungen und Bestimmungen in Aussicht.

Wir schlagen vor, dass da die in Aussicht gestellten Wegleitungen und weiteren Bestimmungen in das bestehende E-RS integriert werden und das FINMA RS 2013/xx erst in Kraft gesetzt wird, wenn alle technischen Ausführungsbestimmungen bekannt sind.

Berichterstattung

Art. 3 Abs. 1 nennt explizit die Vorgaben des Basler Ausschusses als Referenz für die Datenerhebung.

Wir gehen davon aus, dass damit eine Verschiebung der Inkraftsetzung der LCR durch den Basler Ausschuss, die im Moment nicht ausgeschlossen werden kann, auch für die Schweiz Gültigkeit haben wird.

Dass das Eidg. Finanzdepartement vorschlägt, die Empfehlungen des internationalen Gremiums an die international tätigen Banken tel quel in die Verordnung zu übernehmen, finden wir eine unnötige Einschränkung des Handlungsspielraums. Auf Grund des Pilotprojekts ist absehbar, dass der Basler

Ausschuss auch im vorliegenden Falle – wie schon in der Vergangenheit - keine adäquaten Empfehlungen für Produkte und Positionen erlässt, welche im für die Schweiz zentralen Private Wealth Management grosse Wichtigkeit haben. Insbesondere juristische Strukturen könnten im Rahmen der LCR unangemessen aufsichtsrechtlich behandelt werden. Die Schweiz sollte verhindern, dass sie internationale Vorgaben, welche der Grösse, Art, Umfang, Komplexität und vor allem Risikogehalt der hier dominierenden Geschäftstätigkeiten ohne entsprechende Anpassungen übernimmt. Die Schweiz sollte den gesetzlichen Freiraum beibehalten, nationale Vorgaben im Sinne und Geist der internationalen Standards zu erlassen in Bereichen, in denen die Empfehlungen der internationalen Organisationen ungenügend oder nicht vorhanden sind.

Wir schlagen vor, Art. 3 Abs 1 zu streichen; Art. 3 lautet: „Die FINMA kann von den Banken verlangen, Daten zur Berechnung.....zu erheben und Bericht zu erstatten.“

Qualitative und quantitative Anforderungen (3. Kapitel)

Die Übernahme von Art. 16 – 20 BankV scheint uns unproblematisch, und zu den qualitativen Anforderungen des 3. Kapitels erübrigen sich – bis auf einen Aspekt - eingehende Kommentare. Einzig die Vermischung von qualitativen und quantitativen Elementen in Art. 5 und Art. 8 empfinden wir als störend und von der Sache her nicht angebracht. Der verlangte Puffer ist ein klar quantitatives Instrument. Sinnvoll kann er erst mit der Inkraftsetzung der LCR eingeführt werden: Ein Puffer braucht eine Referenzgrösse, und diese tritt erst mit der Einführung der LCR ein. Art. 5 Abs.2 scheint uns zudem überflüssig, da der Puffer mit Art. 8 Abs. 2 ausreichend festgeschrieben wird.

Wir schlagen vor, diesen Art. 8 Abs. 2 zwischen Art. 16 und 17 einzuschieben. Gleichzeitig sollte auch festgehalten werden, was unter lastenfreien, erstklassigen und hochliquiden Vermögenswerten verstanden wird. Ist hier ein Unterschied zu den Level 1 Assets im Rahmen der LCR beabsichtigt?

Wir schlagen vor, Art. 5 Abs 2 zu streichen, Art. 8 Abs.2 als eigenständigen Artikel unter den quantitativen Anforderungen einzufügen und die Vorgabe aus sachlogischen Gründen erst mit dem LCR in Kraft zu setzen.

Die regulatorischen Vorgaben verpflichten von den Banken, einen Puffer zu halten, der sich auf die Stresstests abstützt. Wie wir noch unten anführen werden, ist nicht sicher, ob überhaupt genügend entsprechende Vermögenswerte zur Verfügung stehen.

Leider haben es die Regulatoren versäumt, in den Vorgaben des Basler Ausschusses eine flexiblere Handhabung der 100%-Regel des LCR einzufügen. Denn wie bei jeder Fixregel stellt sich die Frage, wie sich die Banken verhalten müssen, wenn sie liquide Mittel verwenden, um Verbindlichkeiten nachzukommen, und gerade damit unter die 100%-Schwelle fallen.

Dazu mag der Puffer dienen, der durch den Stresstest errechnet wird. Allerdings ist nirgends festgehalten, dass dieser flexibel gehandhabt werden kann, und das aufsichtsrechtliche Risiko besteht, dass der Stresspuffer unterschritten wird. Das Rundschreiben verpflichtet die Banken also zur Liquiditätshaltung, ohne dass geklärt wird, unter welchen Umständen sie diese in Situationen angespannter Liquidität überhaupt verwenden darf. Angesichts des doch beschränkten Volumens an hochliquiden, erstrangigen CHF-Aktiven stellt sich zudem die Frage nach der Möglichkeit einer Bank, welche liquide Mittel benötigt, sich diese von anderen Banken zu leihen. Je höher und rigider die Puffervorgaben, desto schwieriger wird es für eine Bank sein, sich bei anderen Banken die nötigen Mittel zu leihen, um das kurzfristige Ungleichgewicht zu beseitigen.

Eine Möglichkeit, dem System und der Funktionsweise die nötige Flexibilität zu gewähren, ist die Definition und Anrechnung der liquiden Mittel und der kurzfristigen Verbindlichkeiten.

Wir geben unserer Hoffnung Ausdruck, dass in der anstehenden Festlegung der Parameter und der Kalibrierung auch seitens der Aufsichtsbehörde Stresssituationen untersucht werden, in denen ein Institut innerhalb der zur Anrechnung zugelassenen Positionen Substitutionsmöglichkeiten benutzen kann.

Art. 6 – 10 definieren die Prinzipien des Liquiditätsrisikomanagements. Wir können diese Prinzipien unterstützen. Art. 11 legt fest, dass die Prüfgesellschaften die Erfüllung der dazugehörigen technischen Ausführungsbestimmung der FINMA bestätigen muss. Dieser Artikel ist unnötig und führt in dieser Form zu einem Prüfungs-Overkill.

FINMA Rundschreiben und bundesrätliche Verordnungen sind immer prüfrelevant. Der Artikel scheint also eine Pflicht der Prüfer zu postulieren, jeden einzelnen Punkt auf seine Angemessenheit hin zu prüfen. Dies ist unnötig und führt bei kleinen, nicht-komplexen mit einem grossen Liquiditätsüberhang zu einer unnötigen Prüfdichte. Eine solche Prüfstrategie widerspricht dem im FINMA-Erläuterungsbericht und in dem E-RS immer wieder erwähnten Proportionalitätsprinzip. Ebenso läuft diese Vorgabe auch dem Ziel einer effizienten und effektiven Regulierung, wie er im kürzlich veröffentlichten E-RS Prüfwesen zum Ausdruck gebracht wurde, entgegen. Um einem regulatorischen Overkill durch ein extensives, unangemessenes „check-the-box“ Vorgehen vorzubeugen, sollten die Prüfer vielmehr verpflichtet werden zu testieren, dass das von einer Bank implementierte Liquiditätsmanagement-System der Liquiditätsrisikotoleranz einerseits und den Risiken andererseits angemessen ist. Gemäss dem neuen Prüfwesen kann die FINMA ja eine Zusatzprüfung bei Banken anordnen, welche ihres Erachtens in Bezug auf das Liquiditätsrisikomanagements höheren Ansprüchen genügen müssen.

Art. 11 kann ersatzlos gestrichen werden, da die Prüfung von Verordnung und Rundschreiben zwingend ist. Eine Pflicht zu einer „check-the-box“ Prüfung lehnen wir ab, insbesondere angesichts des Umstandes, dass die FINMA die bisher bekannten Ausführungsbestimmungen nicht für einzelne Bankenkategorien konkretisierte. Daher wird FINMA E-RS Rz 10 ergänzt. „Die FINMA beurteilt...ermöglichen. Die Prüfgesellschaft bestätigt, dass die Anforderungen des Rundschreibens im Sinne des Proportionalitätsprinzips umgesetzt sind.“

Regulierungsfolgenabschätzung (E-LIV) und Makroökonomische Folgen (E-RS 2013/xx)

Sowohl im Erläuterungsbericht zur E-LIV wie auch in jenem der FINMA wird von einer antizipierenden Anpassung des Risikoprofils gesprochen bzw. Ziel, oder besser die Vorgabe, dass die Banken sich auf die Einhaltung der LCR im 2015 einstellen können, postuliert. Doch dieses Argument ist mit der von der FINMA verfolgten Politik, die LCR festzulegen, inkompatibel. Solange die FINMA keine Parameter festgelegt hat und die Kalibrierungen noch aussteht, können die Geschäftsaktivitäten und Risikoprofile nicht angepasst werden. Je länger die FINMA wartet, desto höher werden die Anpassungskosten – ein Aspekt, welcher in den Regulierungsfolgenabschätzungen leider übersehen wird.

Es überrascht zudem, dass die Regulierungsfolgeabschätzungen auf die Schweizer Volkswirtschaft unter dem Kapitel „Besondere Anforderungen für systemrelevante Banken“ subsumiert werden. Offenbar sind das EFD und die FINMA der Meinung, dass nur von den beiden SIFIs ein systemischer Effekt ausgehen kann. Das ist falsch; gleichgerichtetes Verhalten mehrerer nicht-SIFIs können das System stark beeinflussen. Die Regulierungsfolgeabschätzung negiert und unterschätzt diesen Effekt:

- Falls ein Grossteil des Schweizer Bankensystems auf Grund der definitiven Parametern und der Kalibrierung zeitgleich Vermögenswerte umschichten müssen, hat dies Folgen auf die Schweizer Volkswirtschaft – und auf die Kosten der betroffenen Institute.
- Da die Grossbanken die Umsetzung der Vorgaben unter Begleitung der FINMA schon lange vorgenommen habe, ist die Bilanzstruktur der beiden Grossinstitute aufsichtsrechtlich richtig strukturiert. Auf Grund ihrer Marktmacht haben diese nun die Möglichkeit, den zur Anpassung verpflichteten weiteren Banken ihre Bedingungen zu diktieren; im Extremfall ist nicht auszuschliessen, dass eine Bank „gecornert“ wird.
- Weder das EFD noch die FINMA scheinen das Szenario in Betracht gezogen haben, dass es in der Schweiz gar nicht ausreichend hochliquide und erstklassige anrechenbare Vermögenswerte in Schweizer Franken gibt, welche nicht schon durch die beiden Grossbanken belegt sind. In den

Abklärungen fehlt ein regulatorisches Stressszenario und ein Notfallkonzept für diese Situation (um die einschlägige Diktion zu verwenden). Dies ist insbesondere von Bedeutung, wenn auch für den auf Stresstests basierenden Liquiditätspuffer solche Anlagen erforderlich sind.

- Ebenfalls ungeklärt sind die systemischen und makroökonomischen Auswirkungen, wenn die Volkswirtschaft wieder aus der heutigen Tiefzins-/Hochliquiditätsphase herausfindet. Das LCR-System muss genügend allgemeingültig sein, um Anpassungsschocks ohne systemische und makroökonomische Folgen abfedern zu können. Mit Monte Carlo Simulationen könnten diesbezügliche Szenarien analysiert werden. Hierzu findet man weder im Erläuterungsbericht zum LIV noch zum Rundschreiben weiterführende Überlegungen.

RS 2013/xx Liquidität

Der FINMA-Erläuterungsbericht formuliert die Zielsetzungen. Diesen pflichten wir grundsätzlich bei – eine Revision der bestehenden Liquiditätsvorgaben ist den Auslandsbanken schon lange ein Anliegen. Allerdings möchten wir auf Ihnen folgende Kommentare zur Kenntnis bringen:

1. Qualitative Vorgaben

Explizites Ziel des Rundschreibens ist es, die Liquiditätsverordnung zu konkretisieren. Der Rundschreiben-Entwurf listet dementsprechend die qualitativen Anforderungen auf und führt detaillierte Vorgaben an, welche gemäss FINMA berücksichtigt werden müssen. Doch das angeführte Pflichtenheft liest sich eher wie ein Positionspapier; die Anforderungen werden nicht konkretisiert. Vielmehr werden die für grosse international tätige Banken vom Basler Ausschuss für Bankenaufsicht und für die beiden Grossbanken in der Schweiz entwickelten Risikomanagement-Systemanforderungen übernommen und die Pflichten für die Banken mit sehr generellen Anforderungen ausgeweitet. Dem Proportionalitätsbericht wird nur insofern genüge getan als der Erläuterungsbericht und das Rundschreiben die Begriffe „angemessen“ oder „je nach Grösse, Art, Umfang, Komplexität und Risikogehalt der Geschäftstätigkeit“ verwendet.

Auch wird das Proportionalitätsprinzip nur in gewissen Randziffern explizit erwähnt. Bedeutet dies, dass in allen anderen Fällen eine nicht-angemessene Umsetzung erforderlich ist? Hier wäre eine Klärung angebracht.

Wir anerkennen und begrüssen, dass die FINMA keine one-size-fits-all-Regelung anstrebt. Doch es fehlen aufsichtsrechtliche Eckwerte und eine Konkretisierung, wie Banken mit geringer Komplexität, geringen (systemisch relevanten) Liquiditätsrisiken und nur wenig Möglichkeiten der Quersubventionierung den Vorgaben genügen sollen. Die Prüfer erhalten keine Anhaltspunkte, wie das Rundschreiben in einer risikoadäquaten Art und Weise geprüft werden kann. Ob das Proportionalitätsprinzip generell gilt oder nur für einzelne Randziffern, ist ungeklärt.

Eine Möglichkeit wäre, explizit festzuhalten, dass die Geschäftsleitung für die angemessene Umsetzung verantwortlich ist. RZ 17 könnte etwa lauten: „Die Geschäftsleitung macht entsprechend der Grösse...Vorgaben.“ Damit werden Missverständnisse bezüglich einer generellen Anwendung des Proportionalitätsprinzips ausgeschlossen.

Auch weitere Nachbesserungen zur konsequenten Anwendung des Proportionalitätsprinzips sind denkbar:

- Die FINMA definiert für klar definierte Bankenkategorien ihre spezifischen Empfehlungen. Dabei ist es unabdingbar, dass das Rundschreiben nicht von "kleinen", "kleineren", "mittleren Banken" spricht, sondern klare Begriffe verwendet. Sie kann auf die im Rahmen der Eigenmittelunterlegung festgeschriebenen Kategorien abstellen, welche allerdings nicht besonders risikoadäquat sind und auch keinen Bezug zur Liquidität haben. (U.E. wären allerdings nur im mittleren Bereich Anpassungen vorzunehmen; Kategorien 2 und 3 sind für die Liquiditätsthematik nicht angemessen). Sie kann auch neue Kategorien bilden. In Anhängen können die Vorgaben für die Kategorien konkretisiert werden. Ein alternativer Weg wäre, das

Rundschreiben anders zu strukturieren. Wie auch bei den Empfehlungen des Basler Ausschusses üblich, sollte die FINMA zwischen Prinzipien und erläuternden Ausführungen unterscheiden. Im Rundschreiben wären die Prinzipien festzuhalten, die den aufsichtsrechtlichen Standard definieren. In einem Anhang, einem FINMA-Bulletin oder einem Newsletter könnten die vertieften Vorstellungen der FINMA, welche dem Proportionalitätsprinzip unterlegen, festgehalten werden.

- Die FINMA bleibt bei der jetzigen Formulierung, anerkennt aber ausdrücklich – etwas durch eine Umformulierung von Rz 17 - , dass die Bank das Rundschreiben umsetzt und für das System verantwortlich ist. Insbesondere muss klar sein, dass die Prüfer die Angemessenheit dieses Systems bestätigen müssen, und nicht im Sinne eines „Check-the-Box“-Ansatzes die (Nicht-) Erfüllung jedes einzelnen Punktes im Rundschreiben testieren sollen. Ein solches Prüfverständnis gerade bei jenen Banken zu einer unnötigen, weil der Geschäftstätigkeit unangemessene Prüfungsintensität führen, welche geringe Liquiditätsrisiken haben und für das Bankensystem kein Risiko darstellen. Auch der an sich naheliegende „Comply-or-Explain“ Ansatz würde zu unnötigen Bestätigungen führen, dass ein spezifischer Punkt nicht umgesetzt wird, weil er irrelevant ist. Dazu unerlässlich ist - wie schon oben erwähnt - ein Streichen von Art. 11 E-LIV.
- Insbesondere im Zusammenhang mit den Transfer Pricing Anforderungen ist eine Anpassung angebracht. RZ 18 und 19 sind nur relevant, wenn ein Interessenskonflikt zwischen verschiedenen Geschäftsaktivitäten möglich ist. RZ 20 ist demnach nicht auf kleine Banken zu beschränken, sondern generell auf Banken, welche keine substantiellen Firmenkundengeschäfte oder Kapitalmarktaktivitäten haben (d.h. bei denen die Quersubventionierung gar nicht möglich ist).

2. Ringfencing sowie zentrale und dezentral Bewirtschaftung

Wir begrüßen, dass keine restriktiven Ringfencing-Vorgaben eingeführt werden sollen. Wir geben unserer Hoffnung Ausdruck, dass eine verschärfte Ringfencing Praxis nicht auf dem Umweg von sehr engen Intragruppen-Positionslimiten und Gegenparteibeschränkungen eingeführt werden.

Das sehr detaillierte Rundschreiben wird bei Auslandsbanken sehr unterschiedlich umgesetzt werden:

- In Instituten, welche einer Gruppe angehören, welche die Liquidität zentral steuert, werden konsequenterweise auch die qualitativen Anforderungen zentral umsetzen, und diese Anforderungen inkl. Reportingpflichten gruppenweit umsetzen. Bei Banken, welche die zentrale Liquiditätsverwaltung in einer Jurisdiktion liegt, welche die Basler Standards umsetzt, wird das FINMA E-RS im Rahmen der Gruppenpolitik umgesetzt sein. Zu Recht wird angeführt, dass eine doppelte Liquiditätssteuerung auf zentraler und dezentraler Ebene nicht verlangt wird; dies trifft auch für die Ausgestaltung des Risikomanagements – und damit auch für die Einhaltung der qualitativen Grundsätze.
- In Instituten, welche einer Gruppen angehören, welche die Liquidität zentral steuert, aber die zentrale Liquiditätsverwaltung nicht in einer Jurisdiktion liegt, welche die Basler Standards umsetzt, sowie in Instituten, welche die Liquidität in ihrer Schweizer Einheit steuern, werden die detaillierten Vorgaben gemäss dem Proportionalitätsprinzip umgesetzt werden müssen.

3. Reporting

Wir nehmen mit Zustimmung zur Kenntnis, dass die in der Beobachtungsphase festgelegten Berichtsfrequenzen und -fristen zur Diskussion gestellt werden müssen. Dies gilt schon für die in RZ 8 festgehaltene Frequenz, die doch sehr hoch erscheint. Hier wäre für kleine Institute eine geringere Frequenz wünschenswert.


Das Ansinnen der FINMA, auf Grund der Meldungen schon vor in Kraft setzen des Rundschreibens aufsichtsrechtliche Massnahmen ergreifen zu wollen, hinterlässt äusserst zwiespältige Gefühle. Dass die FINMA eine Bank, die auf Grund ihrer Liquiditätsmeldung nahe an der Illiquidität zu sein scheint, kontaktieren will, ist (selbst-) verständlich. Aber die Vorgabe lässt eine aufsichtsrechtliche Praxis zu,

welche der FINMA faktisch das Recht einräumt, lange vor in Kraft treten der LIV und lange bevor Veröffentlichung der definitiven Empfehlungen des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht in die Bilanzstruktur der Banken einzugreifen. Schon aus Gründen der Verantwortlichkeit muss ein solches Verständnis abgelehnt werden.

Wir schlagen vor, diese Randziffer zu streichen. Selbstverständlich kann die FINMA im Falle einer drohenden Illiquidität aktiv werden. Aber dazu stehen schon heute ausreichende gesetzliche Grundlagen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

VERBAND DER AUSLANDSBANKEN IN DER SCHWEIZ



Dr. Martin Maurer
Funktion auswählen



Raoul Wuerger
Funktion auswählen



Eidgenössisches Finanzdepartement
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
CH-3003 Bern
regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Herr Tim Genovese-Frech
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern
tim.genovese-frech@finma.ch

Basel, 1. Oktober 2012

**Stellungnahme zur Liquiditätsverordnung (LiqV)
zum Rundschreiben 2013/xx: Liquidität Banken**

Sehr geehrte Herren

Am 28. August 2012 hat das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) die Anhörung zu einer Liquiditätsverordnung (E-LiqV) und die FINMA die Anhörung zum Rundschreiben "Liquidität Banken" (E-RS) eröffnet. Im Zentrum der Vorlagen stehen neue Berichterstattungspflichten sowie Anforderungen an das Liquiditätsrisikomanagement. Rechtsgrundlage für das Rundschreiben ist die "Liquiditätsverordnung". Wir erlauben uns, Ihnen unsere Kommentare zu beiden Vorlagen in einer Stellungnahme zukommen zu lassen.

Summary

Die Kantonalbanken erachten es als dringend notwendig, dass die bestehenden Anforderungen zum Management der Liquidität durch in Art und Höhe neue qualitative und quantitative Regelungen ersetzt werden. Wir begrüßen daher ausdrücklich die Überarbeitung der bestehenden Regeln auf Basis der seit 2008 entwickelten internationalen Anforderungen.

Während wir zu Detailbestimmungen nur wenige Anmerkungen haben, sind wir in grundsätzlichen Punkten der Ansicht, dass die beiden Vorlagen die internationalen Anforderungen nicht adäquat abbilden bzw. umsetzen:

1. Der zentrale Punkt ist, dass der Grundsatz der Proportionalität ungenügend umgesetzt ist. Das tönt banal, hat aber einschneidende Auswirkungen.
2. Die Regelungen zur Berichterstattung bezüglich Detaillierung, Konsolidierung und Prüfung sind weder angemessen noch innerhalb eines Jahres umsetzbar.
3. Die Verbindung neuer qualitativer Regelungen mit bestehenden quantitativen Vorgaben während einer Übergangsphase ist nicht korrekt gelöst. Die unakzeptable Folge ist, dass indirekt die bestehenden quantitativen Vorgaben erhöht werden.

1. Generelle Bemerkungen zu beiden Vorlagen

Mit der Neukonzeption der Regulierung der Liquiditätsrisiken wird die Finanzmarktstabilität grundlegend verbessert. Die letzten Jahre haben gezeigt, dass die bisherigen Ansätze nicht ausreichend sind. Die Liquiditätstransformation ist eine wesentliche volkswirtschaftliche Aufgabe von Banken. Zu hohe Liquiditätsrisiken durch eine exzessive Transformation bedrohen daher die Finanzmarktstabilität. Eine zu geringe Transformation bzw. eine zu geringe Liquiditätsrisikonahme führt ebenfalls zu Störungen in der Finanz- und Realwirtschaft.

Die in den letzten Jahren entwickelten Ansätze sind grundsätzlich neu und unterliegen einem beträchtlichen Modellrisiko. Wie liquide Aktiven und wie stabil Passiven in einer Krise sind und welches Niveau der Liquiditätsrisikonahme wünschenswert ist, kann aktuell niemand sagen. Es liegen kaum Erfahrungen vor.

Aufgrund der Bedeutung der Liquiditätstransformation, der Unsicherheit in ihrer Messung und der fehlenden Erfahrung über ihr wünschenswertes Niveau ist eine einseitige Auslegung der internationalen Vorschläge hin zu einer scheinbaren Sicherheit nicht zielführend. Sie kann sogar kontraproduktiv sein. **Es ist daher in der Regulierung des Liquiditätsmanagements nicht sinnvoll, internationale Vorgaben in einem „Swiss Finish“ übertreffen zu wollen. Genau das wird in der vorliegend zur Diskussion stehenden Liquiditätsverordnung und im unterbreiteten Liquiditätsrundsreiben aber praktiziert.**

Der E-LiqV und der E-RS basieren auf den „Principles for Sound Liquidity Risk Management and Supervision“ von 2008 des Basler Ausschusses. Das „Basel III: International Framework for Liquidity Risk Measurement, Standards and Monitoring“ von 2010 referenziert direkt auf diese Sound Principles. Sie gelten im internationalen Kontext für „mittlere und grosse komplexe Banken“. **Der vorliegende Verordnungs-Entwurf setzt diese Sound Principles nun als Mindeststandards für alle Schweizer Banken um und gewährt lediglich kleinen Schweizer Banken Erleichterungen in Teilbereichen. Das geht unserer Ansicht nach deutlich (und ohne rationalen Grund) über die bereits hohen internationalen Anforderungen hinaus. Wir lehnen dieses Vorgehen ab. Nur wenige Schweizer Banken sind im internationalen Kontext mittelgross oder gross und komplex. Die allermeisten Kantonalbanken zählen nicht dazu.** Es braucht daher auf Stufe Verordnung eine zentrale Bestimmung zu den Grössenklassen, welche Klarheit und die erforderliche Verhältnismässigkeit schafft.

Der E-LiqV und der E-RS übernehmen von den Basler Sound Principles im Prinzip den Grundsatz der Verhältnismässigkeit der Anwendung. Abgesehen von Vorgaben zu den Verrechnungspreisen und teilweise zum Stress Testing findet der Grundsatz jedoch keine konkrete Anwendung. Das ist aus unserer Sicht nicht ausreichend.

Die Schweiz setzt als eines der ersten Länder die qualitativen Vorgaben des Basler Ausschusses auf den 1.1.2013 um. Da die quantitativen Vorgaben vom Basler Ausschuss noch nicht abschliessend formuliert sind, werden für eine Übergangszeit die bestehenden Schweizer Liquiditätsvorschriften weitgehend unverändert übernommen. **Dies führt zu Abstimmungsproblemen zwischen dem neuen und dem alten Konzept, welche im vorliegenden Entwurf nicht ausreichend gelöst sind.** Die Abstimmungsprobleme umfassen insbesondere das Pufferkonzept und Anforderungen an die Konsolidierung.

Das Testreporting zur LCR hat den teilnehmenden Banken und – nach unserem Verständnis – auch der FINMA aufgezeigt, dass Aufwand und Komplexität einer Berichterstattung nach den neuen Vorschriften massiv höher als erwartet sind. Zudem sind wesentliche Parameter der LCR wie beispielsweise die Definition der operationellen Beziehung von Firmenkundengeldern immer noch nicht festgelegt. **Eine Umsetzung der Berichterstattung per 30.6.2013 halten wir daher für unmöglich.**

2. Detailbemerkungen zur Liquiditätsverordnung

2.1. Berichterstattung (Art. 3 E-LiqV)

Art 3 Abs. 1 E-LiqV ist absolut formuliert und widerspricht dem erst später in Art 5 Abs.1 E-LiqV beschriebenen Proportionalitätsprinzip. Die sehr hohen Anforderungen an die Berichterstattung sind für

die allermeisten Banken nicht angemessen und kaum umsetzbar. Ausserdem werden sie nicht entweder auf Stufe Einzelinstitut oder auf Stufe Gruppe gefordert, sondern potenziell auf beiden Stufen. Die ersten Erfahrungen mit der Berichterstattung zur LCR in der Schweiz haben gezeigt, dass alle Beteiligten den Aufwand und die Komplexität der Berichterstattung unterschätzt haben. Eine unreflektierte Übernahme allgemein formulierter Prinzipien, die ohne praktische Erfahrung früh im Prozess formuliert wurden, ist nicht angebracht.

Wir schlagen vor, Absatz 1 von Art. 3 E-LiqV wie folgt zu ergänzen: „Die FINMA kann von den Banken verlangen, über die Liquidität nach den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht *unter Berücksichtigung des Proportionalitätsprinzips* Bericht zu erstatten.“ Dies ist von hoher Bedeutung, da sich Absatz 1 nicht nur auf LCR und NSFR beschränkt, sondern die Liq-Berichterstattung im Allgemeinen betrifft.

Art 3 Abs. 2 E-LiqV ermächtigt die FINMA über LCR und NSFR hinaus, weitere Beobachtungskennzahlen zu erheben. Diese umfassen gemäss Erläuterungsbericht zum E-LiqV S. 8 einerseits ein vordefiniertes Set an international vereinbarten Kennzahlen. Andererseits soll die FINMA damit aber auch die weiterführende Kompetenz erhalten, jede Art von Reporting einzuführen, das ihr zweckdienlich erscheint, und zwar beliebig auf Stufe Einzelinstitut oder Gruppe. Konkretisierungen oder Einschränkungen werden nicht gemacht. Eine solche Generalklausel ist nicht vertretbar. Sie würde es der FINMA ermöglichen, jederzeit und umfassend grundlegende regulatorische Anforderungen zu erweitern. Das widerspricht grundlegenden Rechtsetzungsanforderungen sowie dem Prinzip der Rechtssicherheit. Zudem ist eine solche „Regulierungsunsicherheit“ auch international nicht vorgesehen.

Die Kantonalbanken fordern, dass Art. 3 Abs. 2 E-LiqV die Kompetenz der FINMA explizit auf LCR, NSFR und allenfalls auf die international vereinbarten weiteren Messgrössen einschränkt und konkretisiert, ob sie auf Stufe Einzelinstitut oder auf Stufe Gruppe gelten sollen. Dabei soll auch hier ausdrücklich das Proportionalitätsprinzip Anwendung finden.

Art. 4 E-LiqV postuliert, dass die Richtigkeit der Berichterstattung von der Prüfgesellschaft zu bestätigen sei. In Rz 8 E-RS wird eine monatliche Berichterstattung gefordert. Damit ergäbe sich, dass die Prüfgesellschaft monatlich die Richtigkeit der Berichterstattung zu bestätigen hätte. Das ist nicht nur unverhältnismässig, sondern undurchführbar, da die Berichterstattung zur Liquidität alle Cashflows und Einzelpositionen der Bank berücksichtigt.

Wir schlagen daher vor, Art. 4 E-LiqV folgendermassen zu formulieren: „Die Prüfgesellschaft hat *im Rahmen ihrer jährlichen* Prüfung die Richtigkeit der Berichterstattung ... der FINMA *in angemessener Weise* zu bestätigen.“

2.2. Qualitative Vorgaben (Art. 5-11 E-LiqV)

Art 5 Abs. 1 E-LiqV formuliert den Grundsatz der Proportionalität. Wie eingangs erwähnt, ist derselbe jedoch in mehrfacher Hinsicht nur ungenügend in den Entwürfen umgesetzt:

- Mittelgrosse Schweizer Banken sind im internationalen Kontext klein und nicht komplex. Die vollständige Übernahme der Basler Sound Principles ist für die meisten Kantonalbanken daher eine nicht nachvollziehbare bzw. unverhältnismässige Übererfüllung der internationalen Vorgaben.
- Die Proportionalität wird in den konkreten Regelungen ausdrücklich nur bei den Verrechnungspreisen und teilweise beim Stress Testing erwähnt. Bei den anderen Elementen wie Risikosystemen, Notfallplänen usw. kommt sie nicht vor. Der Entwurf legt zudem nahe, dass der Liquiditätspuffer z.B. bei einer mittelgrossen Kantonalbank so gross sein muss wie für eine international ausgerichtete komplexe Bank.
- Es gibt keinerlei Klassifizierung bezüglich der Grösse einer Bank. Der Entwurf legt nahe, dass nur Kleinstbanken von Erleichterungen profitieren. In der Praxis würde dies dazu führen, dass

die meisten Banken in der Schweiz die internationalen Vorgaben vollumfänglich umsetzen müssten. Das ist unverhältnismässig und widerspricht dem Grundsatz der Proportionalität.

Der vorliegende Entwurf wird von den Kantonalbanken bezüglich der Umsetzung des Grundsatzes der Proportionalität als ungenügend abgelehnt. Die Kantonalbanken fordern, dass der Grundsatz, wie in den Basler Sound Principles vorgesehen, für alle Komponenten des Liquiditätsrisikomanagements ausgearbeitet und angewendet wird. Dabei sind auf Stufe Verordnung explizite Kriterien zur Klassifizierung der Grösse der Banken festzulegen. So wie für kleinere Banken mehrere Ausnahmebestimmungen (z.B. bei den Stresstests) bereits festgehalten, sollten die Anforderungen für mittelgrosse Banken von den Anforderungen für grosse komplexe Banken explizit abgegrenzt werden.

Ein weiterer zentraler Punkt betrifft die Konsolidierung. Der E-LiqV verlangt die Bewirtschaftung der Liquiditätsrisiken sowohl auf Stufe Finanzgruppe wie auf Stufe Einzelinstitut. Die Bewirtschaftung der Liquiditätsrisiken nicht nur auf Stufe Einzelinstitut, sondern auch auf Stufe Finanzgruppe erachten die Kantonalbanken in der aktuell geforderten Frist als nicht zu bewältigende Herausforderung.

Zudem erkennen wir Widersprüche: In Art. 5 E-LiqV, aber auch in Art. 3 Abs. 2 E-LiqV, wird eine Messung und Rapportierung auf Gruppenstufe gefordert, die laut den Übergangsbestimmungen von Art. 32 E-LiqV (gilt für die Art. 5-10, nicht jedoch für Art. 3) von den übrigen Banken ab 1.1.2014 zu erfüllen sind. Andererseits wird im Erläuterungsbericht auf Seite 7, aber auch im FINMA Rundschreiben (E-RS) in Rz 8 und 9 davon ausgegangen, dass die Meldungen erstmals per 30.6.2013 und danach monatlich erfolgen müssen!

Wie oben erwähnt, wurden diese Anforderungen ohne die Erfahrungen aus dem Testreporting der LCR formuliert. Die Messung und Rapportierung der neuartigen Liquiditätsrisiken auf Gruppenstufe ist mit diesen Erfahrungen per 1.1.2014 eine sehr grosse Herausforderung und per 30.6.2013 nicht zu bewältigen. Dabei muss in Betracht gezogen werden, dass die Rapportierung laut Art. 4 E-LiqV nicht einer Einschätzung analog einer Quantitative Impact Study (QIS) entspricht, sondern dass es Inhalte sind, deren Richtigkeit von der Prüfgesellschaft bestätigt werden muss.

Wir fordern, dass bis Mitte 2015 von der konsolidierten Messung und Rapportierung abgesehen wird, damit die Banken genügend Zeit für eine Implementierung auf Gruppenstufe haben und die Erfahrungen aus den Einzelinstituten besser einfließen lassen können.

Art. 5 Abs. 2 E-LiqV postuliert, dass Banken einen Puffer als Schutz gegen Stresssituationen halten. Diese Forderung aus der Konzeption einer LCR ist unverträglich mit den zunächst weiterhin bestehenden quantitativen Vorgaben in Art. 12-18 E-LiqV. Ein Puffer würde bedeuten, dass diese Vorschriften überzuerfüllen sind. Das wäre eine implizite Verschärfung der quantitativen Vorgaben, die in den Anhörungsdocumenten nicht erwähnt ist und von den Kantonalbanken strikte abgelehnt wird.

So wie die verschiedenen Puffer (Eigenmittelpuffer, antizyklischer Puffer) in der Eigenmittelverordnung Komponenten der erforderlichen Eigenmittel und damit klassische quantitative Anforderungen darstellen, vertreten wir die Auffassung, dass der in Art. 5 Abs.2 E-LiqV beschriebene Schutz ebenfalls eine quantitative Anforderung darstellt. Art. 5 Abs. 2 gehört nach unserer Auffassung deshalb nicht in den 1. Abschnitt von Kapitel 3.

Für die **Art. 7-11 E LiqV** verweisen wir auf unsere Ausführungen zum Grundsatz der Proportionalität.

Abschliessend ist zu den Art. 5 bis 11 zu bemerken, dass die flächendeckende Umsetzung der qualitativen Anforderungen bis zum 1.1.2014 (Art. 32, Abs. 3) aufgrund der Tatsache, dass heute noch nicht einmal deren gesetzliche Grundlage, geschweige denn deren konkrete Kriterien bekannt sind, unrealistisch ist. Die personellen und fachlichen Kapazitäten der Banken sind hier nur ein limitierender Faktor. Denn wir können uns nicht vorstellen, dass die erforderlichen systemmässigen Voraussetzungen in dieser Zeit von den Systemanbietern entwickelt und implementiert werden können. Im Weiteren

wird es unserer Meinung nach den Prüfgesellschaften nicht möglich sein, die Ressourcen und die notwendigen Prüfkonzepte für diese neuen Anforderungen (Art. 11 E-LiqV) in der vorgesehenen Zeit aufzubauen. Von daher ist die Übergangsfrist anzupassen.

Schliesslich fordern die Kantonalbanken ganz allgemein, dass EFD und FINMA den Fahrplan in Bezug auf die Neuregulierung des Liquiditätsrisikomanagements verhältnismässig ausgestalten und frühzeitig kommunizieren, so dass Planungs- und Rechtssicherheit für die Institute herrscht.

2.3. Quantitative Anforderungen (Art. 12-18 E-LiqV)

Art 16 Abs. 3 schreibt eine Konsolidierung der aktuellen quantitativen Anforderungen zur „Gesamtliquidität“ vor. Laut Erläuterungsbericht (Kap. 5.3) sollen diese Anforderungen wörtlich aus der BankV in die neue LiqV übernommen werden. Dies ist jedoch im Fall von Art. 16 Abs. 3 E-LiqV nicht der Fall; dort wird mit geändertem Wortlaut auf eine Konsolidierung nach den Artikeln 6-12 der ERV 2006 hingewiesen. Zwar war bisher nach Art. 18 Abs. 3 auf Stufe Finanzgruppe und Finanzkonglomerat für eine angemessene Liquidität zu sorgen, doch musste keine konsolidierte „Gesamtliquidität“ rapportiert werden. Aus dem geänderten Wortlaut lässt sich nun jedoch für die „bisherige Gesamtliquidität“ neu eine konsolidierte Berichterstattung ableiten, welche dem Erläuterungsbericht widerspricht, welche die Bankinstitute heute so nicht implementiert haben und welche in kürzester Zeit unter entsprechenden Kosten für die „bisherige Gesamtliquidität“ noch zu implementieren wäre.

Wir fordern, dass dem Erläuterungsbericht bezüglich der wörtlichen Übernahme voll Rechnung getragen wird. Insbesondere muss Art. 16 Abs. 3 E-LiqV dem exakten Wortlaut von Art. 18 Abs. 3 BankV entsprechen.

3. Detailbemerkungen zum FINMA Rundschreiben „Liquidität Banken“ (E-RS)

3.1. Strategie zur Bewirtschaftung der Liquiditätsrisiken (Rz 16-17 E-RS)

Rz 17 E-RS verlangt, dass die Geschäftsleitung Vorgaben zur Zusammensetzung und zum Fälligkeitsprofil von Aktiven, Passiven und Ausserbilanzpositionen macht. Diese Formulierung ist für einen grossen Teil derjenigen Kundenausleihungen und -einlagen nicht praktikabel, die eine variable Kapitalbindung haben, über die der Kunde entscheidet.

Wir schlagen vor, in Rz 17 den Punkt (c) zu streichen, da er durch die Vorgaben zur Diversifikation der Finanzierungsquellen und Konzentrationslimiten in Punkt (i) abgedeckt ist.

3.2. Fremdwährungen (Rz 24-25 E-RS)

Die Vorschriften erfordern, dass für bedeutende Geschäftsaktivitäten in ausländischer Währung ein spezielles FW-Liquiditätsmanagement (Stresstests, etc.) betrieben wird.

Um hier Unsicherheit zu vermeiden, sollte dieses Kriterium genauer definiert werden (z.B. analog zur SNB-Zinsrisikomeldung ab 10% der Bilanzsumme).

3.3. Anforderungen an die untertägige Liquiditätshaltung (Rz 26-27)

Ein untertägliches Liquiditätsrisikomanagement ist nur dann von zentraler Bedeutung, wenn die betreffende Bank substanziellen Risiken im untertägigen Zahlungsverkehr ausgesetzt ist. Das trifft in der Schweiz nur auf sehr wenige Institute zu, und auch dort in sehr unterschiedlichem Ausmass und unterschiedlicher Komplexität. Anforderungen an die untertägige Liquiditätshaltung unterscheiden sich

grundsätzlich von den anderen Komponenten des Liquiditätsrisikomanagements. Sie sind nicht auf Konzept, Bestandsdaten und historische Abflussdaten bezogen, sondern auf den aktuellen Fluss im Zahlungsverkehr. Sie betreffen organisatorisch und technisch völlig andere Bereiche in einer Bank. Der Aufwand ist damit potenziell höher als derjenige bei anderen Anforderungen. Die Wirkung ist aber geringer, da der Zahlungsverkehr der allermeisten Banken binnen kürzester Zeit von anderen Banken übernommen werden kann und daher keine Gefahr für die Finanzstabilität besteht. Unseres Erachtens besteht durch die sehr allgemeine und offene Formulierung die Gefahr, dass in der Praxis unverhältnismässige Anforderungen an das untertägige Liquiditätsrisikomanagement gestellt werden.

Aus Sicht der Kantonalbanken ist auch auf die Anforderungen an die untertägige Liquiditätshaltung der Grundsatz der Proportionalität ausdrücklich anzuwenden. Zudem sind die Anforderungen zu konkretisieren. Die Grössenkriterien sind dabei zu spezifizieren und höher zu setzen als für andere Komponenten des Liquiditätsrisikomanagements.

3.4. Liquiditätspuffer (Rz 35-41 E-RS)

Rz 35 E-RS formuliert die Anforderungen an die Zusammensetzung des Liquiditätspuffers offener als es der aktuelle Entwurf zu Basel III tut. Das ist zu begrüessen, da die Schweiz bekanntermassen nicht über genügend Level-I Assets nach den Basler Vorgaben verfügt.

Allerdings beziehen sich Rz 35-41 E-RS auf einen internen oder ökonomischen Puffer, der zusätzlich zum regulatorischen Puffer der LCR zu erfüllen ist. Diese Regelungen stellen also eine Verschärfung der Basler Vorschriften da. Wie oben erwähnt, trägt eine Verschärfung durch einen „Swiss Finish“ nicht zwangsläufig zu einer erhöhten Finanzmarktstabilität bei. Massive Anforderungen an das Halten erstklassiger Vermögenswerten kann in der Schweiz zu einem destabilisierenden Asset Squeeze oder zum unerwünschten Import von Kredit- und Währungsrisiken führen und dadurch den Finanzmarkt destabilisieren.

Die Kantonalbanken fordern daher, nicht nur kleine Schweizer Banken von den zusätzlichen Anforderungen an einen internen Liquiditätspuffer auszunehmen, sondern alle inlandorientierten Banken. Andernfalls sind die Anforderungen an einen Liquiditätspuffer nicht mit dem Ziel der Finanzmarktstabilität vereinbar.

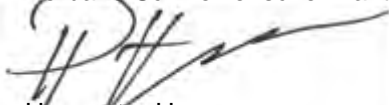
Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung unserer Überlegungen und Anliegen sowie deren angemessene Berücksichtigung bei der Erarbeitung der endgültigen Fassungen der Vorlagen.

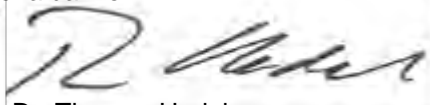
Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken


Hanspeter Hess
Direktor


Dr. Thomas Hodel
Vizedirektor